

NOUVELLES D' ISRAËL



CHOC EN ISRAËL APRÈS LA

PROFANATION D'UNE ÉGLISE

RÉVÉLATION :

le Mossad a refusé de commettre un attentat contre Khomeiny

LE PARCOURS EN ZIGZAG DE NETANYAHOU

Déclaration publique surprenante du Premier ministre



בית שלום
BETH-SHALOM

Bienvenue!

Thomas Lieth vous présentera un message biblique

Date: Dimanche 09.08.2015, Heure: 16h00

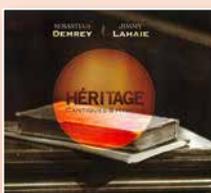
Lieu: Ates Hotel Kehl, Tagungsraum «Strassburg»,
Strassburgerstr. 18, DE 77694 Kehl am Rhein

Uniquement en allemand – pas de traduction

Nouveauté!

HÉRITAGE est le fruit d'une vision commune entre un chanteur et un musicien qui s'unissent pour offrir quelques uns des plus beaux cantiques et hymnes des derniers siècles.

Sebastian Demrey & Jimmy Lahaie souhaitent partager l'héritage musical dans lequel ils ont eux-mêmes grandi, en revisitant à leur façon des trésors qui ont marqué la foi et élevé les cœurs de tant de croyants.



SEBASTIAN DEMREY, JIMMY LAHAIE

HÉRITAGE (1)

Ces 14 cantiques et hymnes, interprétés de façon intime et acoustique par Sebastian Demrey et Jimmy Lahaie nous plongent dans un passé ré-actualisé: Mon Dieu plus près de toi – Abandonne tes fardeaux – Quel ami fidèle et tendre – Sur le mont du calvaire – Torrents d'amour et de grâce – Rien ne peut sauver mon âme – Seigneur à quel autre / Parce qu'il vit – Mon Jésus je t'aime – Oui le bonheur et la grâce – Je sais qu'un jour – Mon Dieu est si bon – Grâce infinie – J'ai soif de ta présence

CD musical
N° de comm. 112002
CHF 27.90, EUR 19.90

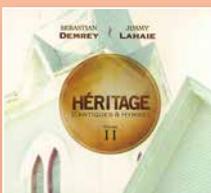


SEBASTIAN DEMREY, JIMMY LAHAIE

HÉRITAGE (3)

Ces 11 cantiques et hymnes, interprétés de façon intime et acoustique par Sebastian Demrey et Jimmy Lahaie nous plongent dans un passé ré-actualisé: Compte les bienfaits – À Toi la Gloire – Celui qui met en Jésus – Quel beau Nom – Chaque Instant de chaque Jour qui passe – Jésus est au Milieu de nous – Si la Mer se déchaine – Je Sais qu'en Lui j'ai la Vie – Seigneur attire – Voir mon Sauveur face à face – Dieu tout puissant

CD musical
N° de comm. 112004
CHF 27.90, EUR 19.90



SEBASTIAN DEMREY, JIMMY LAHAIE

HÉRITAGE (2)

Ces 12 cantiques et hymnes, interprétés de façon intime et acoustique par Sebastian Demrey et Jimmy Lahaie nous plongent dans un passé ré-actualisé: Entre tes Mains – L'amour de Dieu – Dans mon âme un beau soleil brille – Quel repos – Cherchez d'abord – Oh! Prends mon âme – Si je n'ai pas la charité – J'ai l'assurance – Bientôt très bientôt – Tel que je suis – Comme une terre altérée – Je m'envolerai

CD musical
N° de comm. 112003
CHF 29.90, EUR 21.50



Commandez ici:
adm@mnr.ch

CHERS AMIS D'ISRAËL



- 4 **TITRE** : Choc en Israël après la profanation d'une église
- 6 Les flammes entraînent un gel des relations
- POLITIQUE**
- 7 Brèves nouvelles
- 8 Diplomatie sous le signe de la Bible hébraïque ?
- 9 Le parcours en zigzag de Netanyahu
- 10 Rapport de l'ONU : Israël et le Hamas accusés d'avoir enfreint les droits de l'Homme
- 11 On s'est réjoui à Jérusalem du coup reçu par Erdogan
- 12 Liés dans l'adversité : l'ennemi commun d'Israël et du Hamas
- 14 Israël et l'Arabie saoudite sont plus proches qu'on le pense
- 15 Révélation : le Mossad a refusé de commettre un attentat contre Khomeiny
- SOCIÉTÉ**
- 16 Brèves nouvelles
- 17 « Si je le pouvais, je cesserais dès demain toute affaire avec Israël »
- 18 L'Europe et ses Juifs : haïs et aimés
- AIDE IMMÉDIATE POUR ISRAËL**
- 20 Remerciements de l'hôpital « Assaf Harofeh »
- 21 **BIBLE** : Les 7 promesses de Dieu pour Israël

N'est-il pas grotesque et ridicule qu'une commission des Nations unies s'occupe d'enquêter sur les dernières confrontations guerrières entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza parce qu'on soupçonne Israël d'y avoir commis des crimes de guerre, alors qu'en Syrie et en Iraq, mais également au Yémen, en Afrique du Nord et dans d'autres parties de ce continent, des groupes islamiques radicaux tels que l'« Etat islamique » et « Boko Haram » commettent les crimes de guerre les plus horribles ? En ces endroits-là cependant, il n'existe aucune adresse à laquelle on pourrait envoyer les actes d'accusation, comme on le fait dans le cas d'Israël – sous les applaudissements hypocrites d'une majorité de la population mondiale.

Les pendaisons, les décapitations et d'autres méthodes horribles de mise à mort publiques utilisées par l'« Etat islamique » n'ont apparemment pas manqué leur but : en effet, la peur et l'horreur paralysent le monde et personne ne semble vouloir s'engager vraiment et sérieusement contre la propagation de l'islam radical en Iraq et en Syrie – excepté les Kurdes du nord de l'Iraq, car il s'agit pour eux d'une question existentielle : être ou ne pas être.

D'un point de vue militaire, il serait probablement possible, en l'espace de jours, d'éradiquer définitivement le cauchemar que constitue l'« Etat islamique », si on le voulait vraiment. Mais une entente entre les Etats islamiques voisins de la Syrie et de l'Iraq et les partenaires occidentaux indispensables ne semble pas être réalisable, car les intérêts des différentes parties sont apparemment opposés et impossibles à concilier. Un seul exemple : l'Iran et son alliée, la milice libanaise du Hezbollah. De son côté, la Turquie joue un rôle très mystérieux, difficile à discerner, dans le conflit qui ne cesse de s'étendre. Il semble que le seul souci de ce pays soit que les Kurdes deviennent trop puissants. La Turquie espère en outre pouvoir, en fin de compte, se profiler comme « sauveur » au milieu du chaos qui se propage – afin d'en tirer un capital politique.

Les Etats-Unis, et avec eux d'autres pays de l'OTAN, ont perdu – par les expériences faites en Iraq et en Afghanistan – toute illusion de pouvoir contribuer à pacifier durablement les fractions islamiques qui se combattent entre elles. Il semble qu'on préfère laisser le conflit suivre son cours dans l'espoir que les « bons » finissent par l'emporter. Mais cela n'arrivera très vraisemblablement pas. Il est bien plus probable que le conflit continuera à s'étendre et atteindra les frontières de la Jordanie et d'Israël, et que la situation de ces deux pays deviendra tellement critique que l'Occident sera finalement obligé d'intervenir. Le monde islamique modéré se montre de plus en plus inquiet et comprend progressivement que la propagation de l'islam radical – et l'interprétation apocalyptique de cette religion – desservira – fera mal juger – l'islam authentique au niveau mondial. C'est pourquoi le grand imam de l'université islamique renommée « Al-Azhar » au Caire a déclaré que les extrémistes et les terroristes qui tuent et massacrent au nom de l'« Etat islamique » ne représentent ni l'islam authentique, ni le prophète Mahomet et son enseignement.

De leur côté, les chefs de l'« Etat islamique » estiment bien sûr que leur interprétation de l'islam est la seule qui soit correcte et vraie. Dans le monde islamique, l'élite politique et religieuse sait très bien que c'est cette interprétation extrême de l'islam qui est majoritairement propagée : 1) lors des prédications du vendredi dans les mosquées ; 2) dans les livres religieux ; 3) et même dans les livres d'école.

En réaction, les diplômés de l'université « Al-Azhar » au Caire ont déclenché une contre-offensive dans le monde entier et qualifié l'« Etat islamique » de « non-islamique » et même de « conspiration contre l'islam authentique » : l'interprétation déformée de l'islam que prône l'« Etat islamique » nuit à l'islam authentique et le discrédite.

Se peut-il que ce soit précisément ce qui doit se passer afin que l'unité mondiale décrite dans Apocalypse 13,7-8 puisse se réaliser et amener le monde entier à adorer l'Antichrist, le dictateur mondial de la fin des temps ?

Dans la certitude que Dieu dirige tous les événements de l'histoire mondiale de manière à ce que son plan s'accomplisse, je vous adresse un très cordial shalom,

Fred Winkler

TITRE

CHOC EN ISRAËL APRÈS LA

PROFANATION D'UNE ÉGLISE

Il ne s'agit pas du premier acte de violence commis contre une institution chrétienne en Israël, mais cet incident-là a fait la une de tous les médias, et cela pas uniquement en Israël.

Un matin au milieu du mois de juin, toutes les chaînes de radio et de télévision israéliennes ont annoncé la nouvelle que l'église de la multiplication des pains à Tabgha au bord du lac de Génésareth avait été la cible d'un incendie criminel motivé par la haine. Le lendemain, dans leur édition du week-end, les journaux israéliens ont commenté en détail l'arrière-plan de cet acte criminel. Le quotidien israélien renommé « *Haaretz* » a publié une brève rétrospective des derniers incidents de ce type survenus en Israël.

L'église de la multiplication des pains est un lieu important pour les pèlerins chrétiens qui visitent la Terre sainte. Selon la tradition locale, l'un des miracles de multiplication des pains accomplis par Jésus et rapporté dans le Nouveau Testament se serait déroulé à cet endroit. L'église de la multiplication des pains est une église catholique romaine située sur la rive nord du lac de Génésareth. A côté de ce terrain ac-

quis en 1888 par la « Mission catholique allemande en Palestine » se trouve un priorat bénédictin appartenant à l'abbaye de la Dormition de Jérusalem. Cet endroit est donc marqué par une forte présence allemande.

L'incendie criminel commis au mois de juin n'a fait que deux blessés légers, l'un âgé de 75 ans et l'autre de 19 ans. Ces deux personnes travaillaient sur place à titre bénévole. Elles ont toutes deux été intoxiquées par la fumée. Les dommages matériels causés sur place sont par contre assez graves. Bien que 5 équipes de pompiers soient rapidement arrivées de Tibériade après avoir été alertées et qu'elles aient pu empêcher que les flammes atteignent l'église elle-même, le local d'accueil, le magasin de souvenirs et un bureau des dominicains allemands ont été entièrement détruits. On a rapidement conclu à un incendie criminel, car on a découvert sur place des graffitis qui ne laissent planer aucun doute sur les moti-

vations des auteurs de cet acte : « Les idoles seront éradiquées. »

Cette inscription a, en quelques heures, secoué et réveillé l'ensemble des dirigeants israéliens. Tous ont fait des déclarations énergiques dans les médias. Le Premier ministre Benyamin Netanyahu a souligné que la liberté de religion est un des piliers les plus importants de la démocratie israélienne et que sa profanation doit être condamnée très sévèrement. Il a encore ajouté qu'il a donné l'ordre non seulement à la police, mais également aux directeurs des services secrets intérieurs et à l'étranger de travailler de toute urgence à l'élucidation de cet acte criminel. Des politiciens de tous les partis – gouvernementaux ou de l'opposition – ont condamné cet acte de haine en des termes extrêmement sévères.

Du fait que l'institution visée a des liens avec l'Allemagne, Andreas Michaelis, l'ambassadeur d'Allemagne en Israël,

L'ÉGLISE DE LA MULTIPLICATION DES PAINS EST UN LIEU IMPORTANT POUR LES PÈLERINS CHRÉTIENS QUI VISITENT LA TERRE SAINTE.

L'incendie criminel commis contre cette dernière au mois de juin n'a fait que deux blessés légers. Les dommages matériels causés sur place sont par contre assez graves.



CETTE PARTIE DE L'ÉGLISE EST DEMEURÉE INTACTE

s'est immédiatement rendu à Tabgha. Les médias israéliens ont rapporté ses propos de manière très détaillée. Bien que les journalistes allemands se soient particulièrement intéressés à cette affaire, il convient de souligner qu'elle a eu un retentissement général. Du point de vue israélien, il est fâcheux que les médias allemands aient immédiatement présumé que les auteurs de cet incendie criminel « ne puissent être que des extrémistes juifs » et qu'ils aient parlé en même temps de « colons ». Cet attentat a été commis peu avant le bouclage de ce numéro de « Nouvelles d'Israël » – et à ce moment-là, on ne savait pas encore qui se cachait derrière celui-ci.

On était toutefois plutôt soulagé en Israël que la plupart des médias allemands n'aient pas rapporté d'autres incidents qui s'étaient produits auparavant, par exemple les graffitis provocateurs apparus entre février 2012 et février 2015 sur les murs d'églises et de cloîtres à au moins 6

endroits différents du pays. L'incendie criminel perpétré à Tabgha a certainement une dimension plus grave, force est cependant de constater que la plupart des actes de violence commis contre des institutions chrétiennes ou contre des chrétiens au Proche-Orient n'ont fait la une ni des médias allemands, ni des médias internationaux. Si les médias internationaux ont rapporté l'attentat commis contre une église à Charleston aux États-Unis, au cours duquel un Afro-américain a été abattu par un homme blanc, il n'ont guère relaté : 1) plus de 40 attaques perpétrées contre des églises en Syrie ; 2) les attaques perpétrées par le groupe terroriste « Boko Haram » contre des villages chrétiens au Nigéria, qui ont fait de très nombreuses victimes ; 3) des attaques et des assassinats de chrétiens commis au Kenya, en Ouganda, au Liban, en Iraq, en Egypte et en Libye. Ulrich Sahm, journaliste allemand établi en Israël, a montré à juste

titre qu'on pourrait prolonger indéfiniment la liste mentionnée ci-dessus. Presque personne n'y prête attention, alors que l'incendie criminel perpétré à Tabgha a capté de manière disproportionnée l'attention des médias allemands en particulier.

Ajoutons que des dignitaires catholiques établis dans le pays ont exprimé l'espoir que l'Etat d'Israël fera tout pour trouver les coupables. Ils ont simultanément lancé un appel à tous les chrétiens à se rendre en Terre sainte. Il est selon eux important de visiter Israël maintenant. Les premiers signes de solidarité ont été manifestés le dimanche après l'attentat par des catholiques établis dans le pays et par des touristes du monde entier en séjour en Israël qui, les uns et les autres, se sont rendus à l'église de la multiplication des pains à Tabgha pour participer au culte qui y était célébré, suivi d'une manifestation de protestation.

Antje Naujoks

LES FLAMMES ENTRAÎNENT UN GEL DES RELATIONS



Tensions entre Israël et le Vatican dans le contexte de l'incendie criminel perpétré contre une église catholique située au bord du lac de Génésareth et de la reconnaissance d'un « Etat de Palestine » par le Vatican.

Les flammes qui ont détruit à la mi-juin des bâtiments annexes de l'église de la multiplication des pains située au bord du lac de Génésareth ont mis Israël dans l'embarras. Le feu qui a éclaté dans cette église catholique allemande est d'origine criminelle. Tout indique que des extrémistes juifs en seraient les auteurs, car on a découvert sur place des graffitis exprimant un message de haine. Israël a aussitôt présenté des excuses. De nombreuses personnalités israéliennes – entre autres : Reuven Rivlin, président de l'Etat, Benyamin Netanyahu, Premier ministre, ainsi que des grands rabbins – ont présenté des excuses qui ont été diffusées sur tous les canaux possibles. Tous ont déclaré leur colère et ont exprimé leur réprobation face à cet acte criminel.

Les responsables de cette institution catholique ont réagi avec retenue. L'abbé Gregory Collins, président de l'ordre bénédictin en Israël, a pour sa part rappelé des actes de violence commis par le passé et exigé « des mesures de protection appropriées ». Le porte-parole du Vatican en Terre sainte a appelé à « une réaction ferme » et a qualifié de « globaux » les dommages causés. Sur place, on estimait que cet incendie criminel pourrait freiner « le flot des pèlerins ».

Cet incident a contribué à détériorer les relations entre l'Etat d'Israël et le Vatican. Ces relations avaient atteint le niveau zéro en mai lorsque les dirigeants israéliens ont appris que le Vatican mène des négociations avec « l'Etat de Palestine » au sujet d'un accord commercial bilatéral. L'expression « Etat de Palestine » utilisée dans ce cas par le Vatican, qui d'habitude parle plutôt de l'« OLP », a attiré l'attention d'Israël : c'est là un indice que le Vatican est sur le point de reconnaître à l'échelon diplomatique un Etat palestinien. Lorsque quelques agences de presse internationales se sont décidées à se renseigner à ce sujet, Federico Lombardi, directeur du bureau de presse du Vatican, a répondu de manière brève et concise : « Oui, il s'agit de la reconnaissance de l'existence d'un Etat » palestinien.

« C'est avec une grande déception qu'Israël a appris la décision du Vatican de ratifier définitivement la version finale d'un accord négocié avec les Palestiniens, dans lequel l'expression "Etat de Palestine" est utilisée », a expliqué le ministère israélien

des Affaires étrangères. « Cette démarche ne contribue pas à favoriser le processus de paix, mais va encourager les dirigeants palestiniens à ce distancier progressivement des négociations directes avec Israël soutenues et encouragées à l'échelon international. Israël va étudier très attentivement le protocole en question et réfléchir aux démarches à entreprendre. »

Deux jours plus tard, on a appris que durant la messe de canonisation de deux nonnes palestiniennes qui s'est déroulée au Vatican, le pape a qualifié Mahmoud Abbas, président de l'Autorité d'autonomie palestinienne (AP), d'« ange de la paix ». A Jérusalem, cette nouvelle n'a pas suscité d'enthousiasme, bien au contraire : car, du point de vue israélien, ce dirigeant palestinien s'est chaque fois esquivé des négociations israélo-palestiniennes aux moments critiques et se fait particulièrement remarquer en diffamant Israël presque sans discontinuer.

Le ministère israélien des Affaires étrangères à Jérusalem s'efforce depuis de démontrer que les chrétiens qui habitent dans les territoires palestiniens contrôlés par l'AP se trouvent dans une situation critique. Il n'y a aucun doute que ces chrétiens constituent une minorité persécutée. Le Vatican s'est entre-temps barricadé derrière le communiqué que : « Les propos du pape ont été mal interprétés. » Israël ne le croit pas, car dans le cadre de la messe de canonisation mentionnée, le pape a remis à Mahmoud Abbas une sculpture représentant un ange de la paix. Le Vatican prétend dans ce contexte que le pape n'a pas qualifié Abbas d'« ange de la paix », mais a simplement exprimé le souhait qu'il soit « comme un ange de la paix ».

Il s'agit peut-être là de finesses de langage au sujet desquelles il est vain de se disputer. On ne peut par contre pas nier que, quelques jours après l'incendie criminel perpétré contre l'église de la multiplication des pains à Tabgha, le pape François a canonisé un prêtre connu pour ses dispositions antisémites. Même si les relations entre Israël et le Vatican traversent momentanément une période glaciale, les deux parties n'ont semble-t-il aucun intérêt à ce que ces escarmouches – bref échange de propos vifs, sans conséquence – dégénèrent et échappent à tout contrôle. *Mori Lidar*

80 000 MISSILES DE COURTE ET MOYENNE PORTÉES

Une nouvelle rhétorique guerrière a été déclenchée : tandis qu'en Syrie l'armée de Bachar el-Assad se désagrège progressivement et que le Hezbollah y subit de lourdes pertes, le chef de cette milice libanaise soutenue par l'Iran a pris publiquement la parole dans le but de mobiliser les musulmans contre Israël. Il menace ce pays avec ses 80 000 missiles de courte et moyenne portées et avec un système de tunnels sophistiqué. La situation est loin d'être calme dans le sud d'Israël, et pourtant les politiciens et les militaires du pays estiment que la milice du Hezbollah constitue actuellement la plus grande menace pour Israël. **AN■**



A NOUVEAU UN AMBASSADEUR ÉGYPTIEN À TEL-AVIV



L'Égypte n'avait plus d'ambassadeur en Israël depuis le mois de novembre 2012. Elle avait rappelé au Caire son ambassadeur en Israël pour consultations suite à l'escalade des actions violentes entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza. En raison des innombrables roquettes tirées depuis la bande de Gaza contre son territoire, Israël avait déclenché l'opération militaire « Pilier de défense », ce qui avait profondément fâché le président égyptien Morsi alors en fonction qui, en tant que membre de l'Association des Frères musulmans, était proche du Hamas. Compte tenu de l'étroite collaboration régionale actuelle entre les deux pays, l'Égypte va à nouveau envoyer un ambassadeur à Tel-Aviv. Il entrera en fonction au mois de septembre. **AN■**

DES MILLIONS POUR TENTER DE CONTRER LE BOYCOTT

Israël a enfin décidé de passer à la contre-attaque : le Premier ministre israélien Netanyahu a mis à disposition une somme de plusieurs millions et a chargé quelques membres du gouvernement israélien actuel de coordonner les efforts visant à contrer le boycott contre Israël orchestré par l'organisation BDS (boycott, désinvestissement et sanctions). Deux milliardaires juifs américains, Haïm Saban et Sheldon Adelson, qu'on ne voit guère côte à côte habituellement, se sont joints à cette démarche. Ils ont commencé à rassembler des dons aux Etats-Unis et à y mettre en place une infrastructure dans le but de contrer le boycott contre Israël organisé par BDS. **AN■**

ARMES AMÉRICAINES POUR ISRAËL

Bien que tout le monde s'accorde à penser que l'option militaire contre le programme iranien de recherches nucléaires qui avait été envisagée par Israël n'est plus d'actualité, il n'est pas certain que ce pays y ait définitivement renoncé. Le Pentagone a donné son feu vert pour l'acquisition par Israël de nouvelles armes américaines, y compris des bombes permettant de détruire sans problème des bunkers souterrains même très profondément enfouis. Le montant de cette acquisition d'armes s'élève à 1,9 milliard de dollars américains. **AN■**

CHANGEMENT DES DISPOSITIONS RE- LATIVES AU PASSE- PORT AMÉRICAIN DÉTENU PAR DES ISRAËLIENS

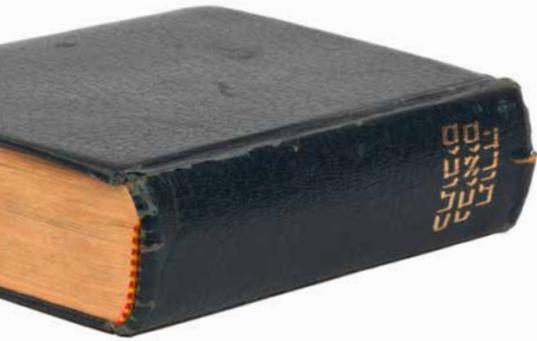
La Cour suprême des Etats-Unis a porté un nouveau coup à l'existence et à la légitimité de l'Etat d'Israël : un Israélien né à Jérusalem peut certes mentionner dans son passeport américain qu'il est originaire de cette ville – mais sans précision de l'appartenance étatique de cette dernière. **AN■**

EN SOUVENIR DE TROIS JEUNES ISRAËLIENS ASSASSINÉS

Reuven Rivlin, président de l'Etat d'Israël, a attribué des prix à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat des trois étudiants juifs Naftali Frenkel, Eyal Yifrach et Gilad Shaar. Ces prix ont été institués, par les parents de ces étudiants juifs, en faveur de personnes qui se sont engagées de manière méritoire au service de la communauté juive et de la société israélienne. On s'est également souvenu du jeune Palestinien Mohammed Abu Khdeirs, assassiné en été 2014 en réaction à l'assassinat des trois étudiants juifs mentionnés. Le procès contre les meurtriers de ce dernier, membres de milieux juifs extrémistes, a commencé une année après l'assassinat de ce jeune Palestinien. **AN■**



DIPLOMATIE SOUS LE SIGNE DE LA BIBLE HÉBRAÏQUE ?



Pour la première fois de l'histoire du ministère israélien des Affaires étrangères, ses collaborateurs ont reçu des directives basées sur l'Ancien Testament. Cette pratique va-t-elle réellement être appliquée dans la diplomatie ?

Jérusalem – Sous le quatrième gouvernement israélien dirigé par Netanyahou, les diplomates représentant l'Etat d'Israël dans le monde entier vont-ils désormais argumenter et agir en fonction de la Bible hébraïque ? A en croire Tzipi Hotolevy, vice-ministre israélienne des Affaires étrangères et membre du Likoud, cela se passera clairement ainsi : les diplomates israéliens pratiqueront une nouvelle diplomatie fidèle à la Torah. Peu de temps après que Netanyahou l'eut nommée vice-ministre des Affaires étrangères – Netanyahou n'a pas voulu nommer de ministre israélien des Affaires étrangères et cumule les deux fonctions de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères –, Hotolevy a réuni tous les collaborateurs de ce ministère. Dans le discours qu'elle leur a adressé, Hotolevy leur a donné la directive de revendiquer à tous égards, dans chaque forum et aux quatre coins du monde, le droit biblique du peuple d'Israël d'avoir son propre Etat en Eretz Israël – sur la terre d'Israël. « Il est important de souligner qu'Eretz Israël – la terre d'Israël – nous appartient entièrement et exclusivement. Nous ne sommes pas venus ici pour nous excuser de cela », a expliqué la vice-ministre israélienne des Affaires étrangères aux diplomates très étonnés. « C'est maintenant le moment d'expliquer clairement que nous sommes dans notre droit. Nous ne devons pas nous justifier de cela. » Hotolevy, une femme qu'il convient à juste titre de qualifier de Juive pratiquante, a indiqué aux diplomates les versets de la Bible hébraïque qui appuient ses dires. Elle a également cité l'éminent religieux juif Rachi – le rabbin Shlomo ben Yitzhak (1040-1105) –, auteur de plu-

sieurs textes concernant l'histoire de la création qui sont considérés comme fondamentaux dans l'histoire de la religion juive. Rachi était parvenu à la conclusion, au onzième siècle, que le Créateur du monde avait réservé Eretz Israël – la terre d'Israël – pour le peuple juif.

Les diplomates qui ont reçu cette directive ont réagi de manières différenciées. Un collaborateur de haut rang du ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré qu'il appréciait cette directive : « C'est la première fois que quelqu'un nous donne, à nous diplomates, la directive de nous baser sur des versets de la Bible hébraïque pour justifier, dans le cadre de notre travail diplomatique, le droit d'existence de l'Etat d'Israël. » Un de ses collègues était bien plus sceptique, estimant qu'« il est difficile d'agir à l'extérieur, dans le monde, sur la base d'arguments religieux » car, actuellement, le monde considère avec une inquiétude croissante la propagation d'interprétations religieuses fanatiques par des musulmans extrémistes. Il est d'avis que le monde pourrait considérer comme cynique le fait qu'Israël tire ses arguments de la religion. « Dieu a maintenant non seulement un représentant au ministère israélien des Affaires étrangères, mais même un deuxième » : Dore Gold, qui vient d'être nommé directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères.

Dore Gold est un Juif croyant qui le manifeste en portant publiquement une kippa. Lui également croit au droit du peuple juif sur la terre d'Israël selon la Bible hébraïque. Il l'a exprimé clairement dans son livre intitulé « Combat pour Jérusalem » publié en 2007. Ce

livre, considéré comme un bestseller aux Etats-Unis, traite des positions respectives du judaïsme, de l'islam et du monde occidental concernant Jérusalem. Gold, sur la base des droits du peuple juif garantis par la Bible hébraïque, souligne expressément que la ville de Jérusalem doit absolument demeurer unie sous la souveraineté israélienne.

La combinaison de la vice-ministre des Affaires étrangères Hotolevy, qui se prononce publiquement et expressément contre la solution de « deux Etats pour deux peuples » et se positionne également en faveur de l'annexion de la Cisjordanie par Israël, et du directeur général du ministère des Affaires étrangères Gold, qui est connu pour ses points de vue typiques de la droite conservatrice, pourrait caractériser une politique extérieure d'Israël basée sur l'Ancien Testament. Mais cela n'arrivera probablement pas, car Gold est un diplomate actif depuis bien des années qui sait très bien que dans le monde diplomatique, il convient de s'exprimer « avec diplomatie » – avec tact et circonspection. C'est pourquoi – contrairement à la vice-ministre des Affaires étrangères Hotolevy – Gold a jusqu'ici évité de se prononcer publiquement contre la solution de « deux Etats pour deux peuples ».

Des proches de Netanyahou ont déclaré à la presse israélienne que Gold a été nommé directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères parce que, depuis 20 ans, il est actif aux côtés de Netanyahou et qu'il s'est toujours montré parfaitement loyal. Netanyahou a ainsi voulu garantir que sa propre ligne politique soit appliquée en dépit de la nomination de Hotolevy. ZL ■

POLITIQUE EXTÉRIEURE

LE PARCOURS EN ZIGZAG DE NETANYAHOU

« Oui » à un Etat palestinien – « Non » à un Etat palestinien. Pourquoi Netanyahu, qui vient d'être réélu Premier ministre de l'Etat d'Israël, est forcé de faire publiquement ces deux déclarations contradictoires.

Bruxelles – Federica Mogherini, chargée des relations extérieures de l'Union européenne, a été très étonnée. En effet Benyamin Netanyahu, après sa réélection comme Premier ministre d'Israël, a tenu des propos surprenants lors de sa première rencontre avec Mogherini. Il lui a fait part de sa volonté de parvenir à un accord négocié avec les Palestiniens comprenant des compensations territoriales qu'Israël leur accordera en contrepartie des colonies israéliennes qui seront intégrées à l'Etat d'Israël. « Il est clair qu'il y aura uniquement un accord dans lequel il sera clairement stipulé que certains territoires demeureront sous le contrôle d'Israël, alors que d'autres seront indubitablement sous le contrôle des Palestiniens », a expliqué Netanyahu en sa présence.

Ces explications n'ont pas seulement étonné Mogherini, mais également les colons habitant dans les colonies israéliennes ainsi que les membres de la coalition gouvernementale présidée par Netanyahu. En effet, quelques jours auparavant, Netanyahu avait déclaré que, « durant la durée de mon mandat, aucun Etat palestinien ne verra le jour ». C'est d'ailleurs ce qu'il avait martelé – répété avec insistance pour convaincre – durant les derniers jours de la campagne électorale. Le fait que Netanyahu ait changé de point de vue a amené Uri Ariel, ministre de l'Agriculture, à exiger que le gouvernement de coalition déclare fermement et publiquement qu'aucune concession territoriale ne sera accordée aux Palestiniens. Cette exigence n'a cependant pas été entendue. Netanyahu a déclaré à ses proches, qui ont tenu à garder l'anonymat face aux médias, que les explications qu'il a données à Mogherini n'étaient « que des déclarations faites du bout des lèvres » destinées à faire diminuer la pression exercée par l'Union européenne sur l'Etat d'Israël.

Cela est également parvenu aux oreilles de Mogherini qui a alors riposté : « J'aimerais voir sur place des activités concrètes favorisant la création d'un Etat palestinien et l'application du principe de "deux Etats pour deux peuples". » Elle a en outre déclaré n'avoir aucune idée de la position que Netanyahu défend réellement. Un diplomate de l'Union européenne s'est montré moins délicat : « Netanyahu n'a donné ces explications que pour donner l'impression qu'il a à cœur de faire la paix

avec les Palestiniens. » C'est ce que pensent également d'autres chefs de gouvernement occidentaux – en particulier le président américain Barack Obama. Ceux-ci sont convaincus que Netanyahu, durant la campagne électorale, a fait des déclarations publiques qui révèlent sa position et les principes qu'il aimerait appliquer. Personne ne pense que Netanyahu défend la solution de « deux Etats pour deux peuples » et se sent obligé de s'activer sérieusement dans ce sens sous une forme quelconque.

Au milieu de cette pagaille, Netanyahu s'est empressé de prendre la parole. Il a convoqué les journalistes politiques à une rencontre très inhabituelle, au cours de laquelle il a souligné expressément qu'il continue de tenir en haute estime les principes qui ont été définis concernant la création d'un Etat palestinien – c'est-à-dire qu'un Etat palestinien ne pourra être créé que s'il ne dispose d'aucune puissance militaire et s'il a préalablement reconnu le droit d'existence de l'Etat d'Israël. Lorsque les journalistes l'ont interrogé sur les explications qu'il avait données durant la campagne électorale, Netanyahu a affirmé que celles-ci n'étaient que des réponses à des questions qui lui avaient été posées et n'étaient en aucun cas des déclarations formelles. Si on l'interrogeait maintenant au sujet d'un Etat palestinien, il répondrait : « Je présume qu'aucun Etat palestinien ne sera créé. »

Ceux qui ne sont pas habitués à la politique israélienne s'étonneront de ce parcours en zigzag du Premier ministre d'Israël, surtout que l'on sait que Netanyahu a une conception du monde claire, marquée par l'idéologie du « Grand Israël » de la droite conservatrice que ses parents lui ont transmise. Au cours des années 1970, la direction politique d'Israël avait emprunté un parcours en zigzag analogue lors des négociations qui ont suivi la guerre du « Yom Kippour ». Cela avait amené Henry Kissinger, alors ministre américain des Affaires étrangères, qui était impliqué dans ces négociations, à constater : « Israël n'a pas de politique extérieure, tout n'est pour lui que politique intérieure. » Ce constat, qui était vrai à l'époque, peut s'appliquer, avec quelques adaptations, à la situation actuelle. Netanyahu est soumis à des pressions de tous côtés. Il doit non seulement faire face aux pressions extérieures, mais s'efforcer de les diminuer, et cela sans fâcher ses partenaires du gouvernement de coalition orienté à droite qui lui permettent d'être pour la quatrième fois Premier ministre d'Israël. Compte tenu de cela, Netanyahu ne peut presque rien faire d'autre que d'emprunter un parcours en zigzag, et il n'est pas certain qu'il puisse assumer ces deux tâches – 1) faire face aux pressions extérieures, 2) sans fâcher ses partenaires de coalition – simultanément avec succès. ZL ■

NATIONS UNIES

RAPPORT DE L'ONU : ISRAËL ET LE HAMAS ACCUSÉS D'AVOIR ENFREINT LES DROITS DE L'HOMME

Israël rejette les conclusions du rapport des Nations unies relatif aux confrontations guerrières entre Israël et la bande de Gaza de l'été 2014, mais reconnaît cependant que certaines affaires présentées dans ce rapport étaient en réalité bien plus complexes.

ISRAËL NE VOULAIT PAS COMBATTRE, MAIS IL N'A FINALEMENT PAS EU D'AUTRE CHOIX POUR PROTÉGER SA POPULATION CIVILE QUE DE LA DÉFENDRE DE MANIÈRE LÉGITIME

Image : Dans un jardin d'enfants israélien, les enfants ont fabriqué à l'intention des soldats israéliens un panneau pour leur dire : « Merci ! »



New York City – Personne en Israël ne s'est étonné des conclusions présentées dans le rapport des Nations unies consacré à la question de l'enfreinte des droits de l'Homme durant les confrontations guerrières entre Israël et la bande de Gaza de l'été dernier. On ne s'attendait pas à un autre résultat. Il était clair qu'Israël serait accusé d'enfreinte aux droits de l'Homme et que cela constituerait le fondement pour porter plainte contre lui devant la Cour internationale de justice à La Haye. Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu avait préalablement rappelé que « cette commission internationale avait pris davantage de décisions contre Israël qu'elle ne l'a jamais fait contre la Syrie, contre l'Iran ou contre la Corée du Nord. » Personne en Israël ne se faisait d'illusions qu'avec une telle réputation, cette commission parviendrait à un autre résultat.

Les dirigeants israéliens ont tout de même découvert dans ce rapport publié à la fin du mois de juin 2015 quelques nouveautés intéressantes. Ce rapport : 1) reproche également au Hamas d'avoir enfreint les droits de l'Homme durant les confrontations guerrières de l'été dernier ; 2) loue le système juridique israélien – ce qui ne s'était jamais produit sous cette forme

jusqu'à présent ; 3) mentionne les souffrances subies par la population civile israélienne habitant à proximité de la bande de Gaza, contre laquelle on a sans cesse tiré des roquettes et des obus de mortier durant les confrontations guerrières. En comparaison avec le rapport « Goldstone » – publié après l'opération militaire israélienne « Plomb durci » de 2008/2009 – qui dirigeait un doigt accusateur uniquement contre Israël, la présentation des faits est bien plus détaillée et bien mieux équilibrée dans le rapport publié à la fin du mois de juin 2015. Certains estiment que ce rapport est plus équilibré du fait qu'il différencie les enfreintes des droits de l'Homme par le Hamas qui a sans cesse tiré des roquettes contre la population civile israélienne et les enfreintes des droits de l'Homme par Israël qui a effectué des bombardements contre la bande de Gaza pour des motifs défensifs tout en s'efforçant de protéger le mieux possible la population civile palestinienne.

Le fait que cette présentation soit bien différente de celle contenue dans le rapport relatif à l'opération militaire israélienne « Plomb durci » de 2008/2009 est principalement dû à la présidente de la commission d'enquête : Mary McGowan Davis. Cette Américaine manifeste une attitude bien plus équilibrée

à l'égard d'Israël. Elle a même publié, il y a quelques années, un rapport relatif à la jurisprudence adoptée par les Forces de défense d'Israël (IDF) suite aux leçons tirées de l'opération militaire « Plomb durci ». Dans ce rapport, McGowan Davis a entre autres loué les efforts entrepris par Israël à ce sujet et les ressources investies par ce pays afin d'appliquer les conclusions tirées. McGowan Davis a accepté d'assumer la présidence de cette commission d'enquête à la place du Pr William Schabas, lequel a dû démissionner après qu'Israël eut prouvé qu'il avait accepté ce poste alors qu'il avait de forts préjugés contre Israël. Un autre élément a fait que ce le rapport publié à la fin du mois de juin 2015 est plus équilibré : Israël, bien qu'il ait refusé de coopérer officiellement avec la commission d'enquête, a cependant autorisé ses citoyens à témoigner en tant que personnes privées devant les experts de cette commission et à leur dépeindre, selon leur propre point de vue, les souffrances subies par Israël – ce qui a quelque peu changé la perspective de ce rapport.

Bien qu'on puisse qualifier ce rapport de « relativement équilibré », de nombreux faits n'y sont pas présentés correctement – ce qui implique qu'ils sont rapportés de manière erronée.

Cela concerne par exemple les tunnels à buts terroristes creusés par le Hamas, qui partent de la bande de Gaza et mènent vers le territoire sous souveraineté israélienne. De plus, ce rapport ne mentionne pas explicitement que de nombreux Palestiniens ont été tués ou blessés parce que des combattants du Hamas se sont cachés derrière eux – ce qui implique que le Hamas a abusivement utilisé des cibles civiles telles que des maisons d'habitation, des établissements de formation, des mosquées et des hôpitaux – et donc également la population civile qui s'y trouvait – comme boucliers de protection.

En dépit des points positifs mentionnés ci-dessus, l'Etat d'Israël a cependant rejeté les conclusions du rapport publié à la fin du mois de juin 2015 et a qualifié celui-ci de « tendancieux » et d'« erroné ». On estime en outre à Jérusalem que ce rapport va à l'avenir poser de nombreux problèmes à Israël. Quelques jours avant que les Nations unies le publient, l'armée israélienne a présenté son propre rapport d'enquête interne au sujet de l'opération militaire « Bordure de protection » de l'été 2014. Ce rapport est très détaillé et évalue de manière très critique la manière dont l'armée israélienne s'est comportée. Ce

document de 277 pages présente également des incidents pénibles. Il arrive toutefois à la conclusion que l'armée israélienne n'a commis aucun crime de guerre. Il démontre que le nombre de civils palestiniens tués est bien moindre que ce que l'on avait estimé au premier abord – en d'autres termes : un nombre bien plus important de combattants palestiniens armés figurent parmi les victimes des confrontations guerrières. Il montre en outre, en s'appuyant sur les directives internationales, que le Hamas et d'autres organisations terroristes palestiniennes ont commis des crimes de guerre et enfreint les droits de l'Homme. « Le rapport d'enquête interne de l'armée israélienne brosse le tableau véritable des événements et montre, sur la base de faits concrets, que la manière de procéder des IDF était en accord avec la juridiction internationale et motivée par le souci de protéger la population civile israélienne contre les attaques menées par des organisations terroristes, c'est pourquoi ces organisations terroristes palestiniennes se sont rendues coupables d'un double crime : d'une part elles ont, volontairement et durant une longue période, tiré des roquettes contre la population civile israélienne et d'autre part elles ont uti-

lisé la population civile palestinienne comme bouclier humain », a déclaré le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou.

Le comportement d'Israël a reçu le soutien d'un groupe de généraux et politiciens américains, hollandais, italiens et espagnols ainsi que d'un groupe d'experts en droit militaire ayant à sa tête le général Klaus Naumann, général à la retraite, ex-inspecteur général de l'armée allemande et, jusqu'à sa retraite, président de la commission militaire de l'OTAN. Ce groupe d'experts a rédigé un rapport intermédiaire qui a été présenté à McGowan Davis. Ce rapport mentionne explicitement qu'Israël a non seulement respecté les lois internationales en vigueur en cas de guerre, mais a de plus entrepris des efforts extraordinaires afin de limiter au maximum les dommages de guerre. « Les opérations guerrières ont été imposées à Israël... Israël ne voulait pas combattre, mais il n'a finalement pas eu d'autre choix pour protéger sa population civile que de la défendre de manière légitime », y est-il déclaré. « Aucun expert de l'équipe que nous formons ne connaît d'autre armée que les IDF ayant pris autant de mesures globales dans le but de protéger la vie de la population civile innocente. » ZL ■

TURQUIE

ON S'EST RÉJOUI À JÉRUSALEM DU COUP REÇU PAR ERDOGAN

Le résultat des élections en Turquie a constitué une bonne nouvelle pour les relations israélo-turques. Certains estiment même que ces relations pourraient s'améliorer à l'avenir. Cependant, la communauté juive de Turquie fait ses valises.

Ankara – On a pu entendre un soupir de soulagement à Jérusalem à l'annonce du résultat des élections qui se sont déroulées en Turquie au mois de juin. Au terme d'un combat électoral très médiatisé dans ce pays, l'ambitieux « sultan Erdogan » a reçu un coup de poing en pleine figure. Il n'était pas nouveau qu'Erdogan prononce des discours nationalistes au contenu antisémite. Durant cette campagne électorale, les éléments nationalistes et antisémites ont cependant dépassé toutes les normes et des débordements violents se sont pro-

duits ici et là. On supposait que le regroupement des forces politiques kurdes pourrait éventuellement poser des problèmes à Erdogan et quelque peu freiner ses ambitions, mais il n'était pas certain que cela se produise effectivement. De nombreux Turcs l'ont cependant espéré, ainsi que certains Etats étrangers, dont Israël.

Israël et la Turquie étaient autrefois considérés comme des alliés régionaux et stratégiques, mais depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, les relations entre ces deux pays se sont progressivement et

massivement détériorées. Erdogan se plaît à fulminer contre Israël et sa politique à l'égard des Palestiniens et à exposer publiquement ses préjugés antisémites primitifs. Ce faisant, il se met également à dos d'autres puissances de la région. C'est pourquoi, lorsqu'Erdogan a déclaré regretter que la Turquie ait perdu la souveraineté sur Jérusalem au cours de la Première Guerre mondiale, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu s'est empressé de préciser à l'intention des pays arabes voisins : « L'Empire ottoman régnait autrefois sur

la ville sainte de Jérusalem – considérée comme sainte par l'ensemble des musulmans. »

On espère en Israël que le coup de poing reçu par Erdogan contribuera à améliorer les relations entre les deux pays. En Turquie, les forces politiques opposées à Erdogan ont, par le passé, critiqué sa ligne de conduite à l'égard d'Israël. Elles estimaient que, compte tenu des configurations régionales et principalement des ambitions nucléaires de l'Iran, la Turquie n'aurait pas dû se positionner contre Israël. Du fait qu'Erdogan doit désormais tenir compte de ces forces politiques pour former un gouvernement de coalition, les experts israéliens ainsi que les responsables du ministère des Affaires étrangères à Jérusalem estiment que ces forces politiques opposées à Erdogan vont à l'avenir contrebalancer la ligne extrémiste empruntée par cet homme.

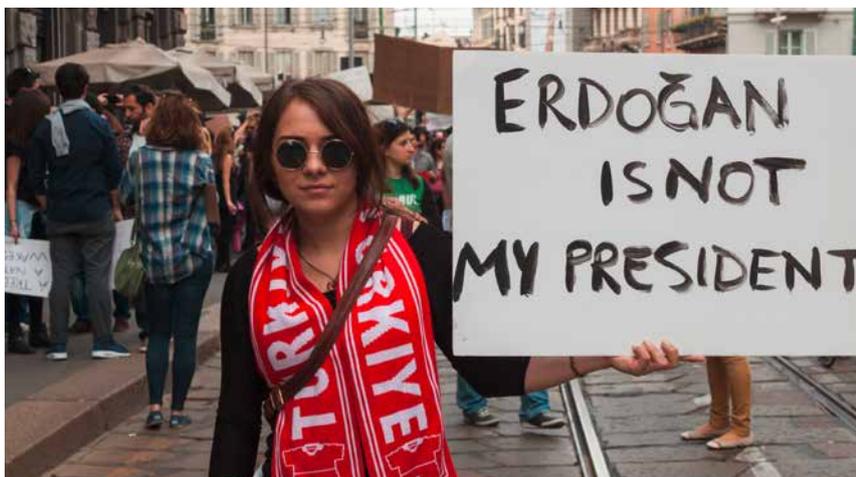
Certains collaborateurs du ministère israélien des Affaires étrangères sont cependant d'un autre avis. Ils estiment que le « nouvel Erdogan » pourrait se révéler bien plus dangereux pour Israël. Du fait que 40 % seulement de la population turque lui apporte encore son soutien et que son parti a perdu de très nombreux sièges au Parlement du pays, ces collaborateurs du ministère israélien des Affaires étrangères estiment qu'Erdogan, précisément parce qu'il se trouve dos au mur, donnera à sa rhétorique un ton encore plus tranchant.

L'université « Kadir Has » à Istanbul a récemment effectué un sondage d'opinion. Il en résulte que 43 % des personnes interrogées sont d'avis que la Turquie n'est menacée ni par l'organisation terroriste « Etat islamique », ni par le mouvement de libération kurde, mais bien plutôt par l'Etat d'Israël.

C'est pourquoi les experts israéliens estiment que, pour le moment, Erdogan ne déviara pas de sa ligne anti-israélienne. Il y verra une possibilité de regagner le soutien des citoyens de son pays en dépit de la perte de suffrages enregistrée par son parti lors des dernières élections. La réalité se révèle être plutôt paradoxale.

En Turquie, quelque chose s'est effectivement produit plus rapidement qu'on ne l'attendait. Juste avant le bouclage de ce numéro de « Nouvelles d'Israël », ce pays a fait un geste en direction d'Israël. Ankara a communiqué à Israël son désir de normaliser les relations entre les deux pays, sans cependant faire de pas concrets. A son point de vue, la balle se trouve maintenant dans le camp israélien.

En dépit de la perte de pouvoir politique enregistrée par Erdogan, la communauté juive de Turquie continue d'être inquiète. Cette communauté, qui a derrière elle une tradition de 500 ans, comptait autrefois 80 000 membres qui étaient parfaitement intégrés dans tous les domaines de la vie du pays : l'économie, l'industrie, le commerce, les sciences, la politique et les arts. Au cours des dernières décennies, de nombreux Juifs ont quitté la Turquie : ils ont émigré en Israël ou dans d'autres pays. La communauté juive de Turquie ne compte actuellement guère plus de 17 000 membres. Le déferlement incessant de vagues de haine contre Israël et surtout contre les Juifs ont amené les membres de la communauté juive de Turquie à réfléchir à leur avenir. Du fait que le racisme, l'antisémitisme et l'antisémitisme sont profondément ancrés dans la société turque, de nombreux Juifs résidant encore dans ce pays arrivent à la conclusion qu'ils n'y ont aucun avenir. **ML ■**



ISLAMISME RADICAL

LIÉS DANS L'ADVERSITÉ : L'ENNEMI COMMUN D'ISRAËL ET DU HAMAS

Des roquettes continuent d'être tirées sporadiquement contre le sud d'Israël, mais le Hamas n'en est pas responsable. Le Hamas et Israël sont tous les deux confrontés à des événements liés à ceux qui se passent en Syrie.

Isrâël – « Le tourbillon vient du sud et le froid vient des vents du nord » (Jb 37,9). Ce constat décrit bien la situation politique et militaire d'Israël qui, au cours de ces dernières semaines, s'est progressivement détériorée. C'est du moins ce que ressentent les citoyens du pays. Un sondage d'opinion effectué récemment a en effet révélé que 82 % des personnes interrogées sont convaincues qu'il y aura, au sud du pays, une nouvelle escalade de violences avec le Hamas qui règne sur la bande de Gaza. De plus, 54 % d'entre elles estiment qu'il y aura, au nord du pays, une confrontation avec la milice libanaise du Hezbollah commanditée par l'Iran. Par contre, seulement 42 % des personnes interrogées estiment que l'organisation terroriste « Etat islamique » constitue une grave menace pour Israël.

Il est clair qu'il y a régulièrement des bouillonnements à la frontière nord comme à la frontière sud d'Israël. Au nord, la milice du Hezbollah est constamment à l'affût. Sur les hauteurs du Golan, au-delà de la frontière avec la Syrie, les rebelles syriens gardent le contrôle de la situation et s'efforcent de conquérir les derniers postes tenus par l'armée de Bachar el-Assad. En raison de cette situation et du fait que les Forces des Nations unies chargées d'observer le dégage- ment (FNUOD) n'exercent plus – et cela depuis



longtemps – un rôle médiateur, Israël ne soigne plus forcément les blessés syriens dans l'hôpital de campagne dressé à cet effet à proximité de la frontière. Les blessés légers y sont encore soignés, mais les blessés graves sont directement transportés vers des hôpitaux israéliens. Jusqu'à présent, environ 1 600 blessés syriens ont été soignés en Israël. La situation dans le nord du pays est plutôt paradoxale : alors que les islamistes actifs en Syrie rejettent tout contact avec Israël, ils cherchent toutefois, par l'intermédiaire de médiateurs, le contact avec l'Etat juif afin de faire soigner leurs blessés en Israël. Pour sa part, Israël doit à tout moment craindre qu'on lui tende un piège ou que des blessés syriens qu'il accueille amènent avec eux des explosifs ou des armes. Parmi le nombre croissant de civils syriens blessés arrivant à la frontière israélienne, il y a depuis peu un grand nombre de Druzes. Les Druzes israéliens ont donc demandé à l'Etat juif d'aider en priorité leurs coreligionnaires habitant au-delà de la frontière – plutôt que des islamistes radicaux. Israël ne peut ni ne veut intervenir en Syrie. Gadi Eisenkot, chef d'état-major général d'Israël, a cependant souligné qu'Israël ne refoulera ni blessés ni – le cas échéant – réfugiés arrivant à la frontière israélo-syrienne. Juste avant le bouclage de ce numéro de « Nouvelles d'Israël », la situation y était à nouveau tendue, en particulier parce que certains Druzes ont cherché à empêcher que des blessés syriens reçoivent des soins en Israël.

La situation n'est pas moins complexe et compliquée au sud du pays, en particulier parce que des roquettes tirées depuis la bande de Gaza sont tombées à plusieurs reprises sur le Néguev. Différents groupes salafistes, profitant des succès enregistrés en Syrie et en Iraq par l'organisation terroriste radicale « Etat is-

lamique », défient le Hamas dans la bande de Gaza. Ils ont compris, depuis quelque temps déjà, qu'ils peuvent mettre en difficulté le Hamas en tirant des roquettes contre Israël. Il n'y a pas de chiffres officiels concernant le nombre de salafistes armés présents dans la bande de Gaza, ni sur les soutiens que ceux-ci y reçoivent, mais les experts estiment qu'environ 14 % de la population palestinienne soutient ces musulmans radicaux qui considèrent le Hamas comme « trop libéral ».

Il est important de préciser que ces différents groupes salafistes ne forment pas un front uni. Certains soutiennent l'Etat islamique, d'autres ont tenté d'instaurer un califat dans une partie de la bande de Gaza. Comme lors des confrontations qui avaient fait des vagues en 2009 et en 2011, le Hamas s'efforce de contrer massivement les groupes salafistes. D'une part il détruit des institutions salafistes et d'autre part il procède à l'arrestation de salafistes. Dans la présente ronde de confrontations, les deux parties – le Hamas et les groupes salafistes – ont posé des charges explosives dans le but de tuer des personnes ou de provoquer des dommages matériels. Le Hamas agit avec une poigne de fer contre ces groupes, d'une part parce qu'il sait que ceux-ci cherchent à s'emparer du pouvoir dans la bande de Gaza et d'autre part afin d'éviter qu'Israël réagisse massivement aux roquettes que ces groupes tirent contre son territoire. Une telle réaction massive d'Israël pourrait en effet ébranler le pouvoir du Hamas.

De ce fait, la situation dans le sud d'Israël est également paradoxale : Israël réagit immédiatement quand des roquettes sont tirées contre son territoire, cela afin de demeurer crédible et de rester fidèle à sa ligne politique. Ce qui signifie : d'une part ne pas négocier avec le Hamas, tout en le considérant comme souverain dans

la bande de Gaza ; d'autre part ne pas le pousser dans ses derniers retranchements et lui donner le temps d'agir contre les islamistes. Bien qu'Israël ne soit pas heureux de ce que le Hamas exerce le pouvoir dans la bande de Gaza, néanmoins il s'efforce actuellement de le soutenir et même de l'encourager – le Hamas constituant le moindre mal. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre qu'Israël a autorisé l'entrée dans la bande de Gaza de davantage de camions chargés d'aide humanitaire en dépit des roquettes qui sont tirées depuis là contre son territoire. De plus, Israël a – pour la première fois depuis que le Hamas s'est violemment emparé du pouvoir dans la bande de Gaza en 2007 – accordé des visas spéciaux de voyage pour des déplacements à buts commerciaux à 90 hommes d'affaires de la bande de Gaza. Au lieu d'être uniquement autorisés à séjourner quelques jours en territoire israélien, les détenteurs de ces visas spéciaux peuvent se déplacer sans aucune restriction pendant une demi-année en Israël et, franchissant le pont Allenby, en Jordanie.

Il y a d'autres paradoxes encore. Alors qu'Israël s'efforce de préserver le Hamas, l'Autorité d'autonomie palestinienne (AP) ne croit plus vraiment à une coopération avec celui-ci, comme cela avait été convenu en juin 2014 lors de la formation d'un gouvernement de coalition. Le Fatah présidé par Mahmoud Abbas, président de l'AP, a annoncé la dissolution du gouvernement palestinien de coalition, dans lequel il était majoritaire, estimant ne pas avoir voix au chapitre dans la bande de Gaza à côté du Hamas. Du fait que, simultanément, les tensions ont augmenté entre Israël et l'AP depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement israélien de coalition présidé par Netanyahu, ces multiples tensions inter-palestiniennes arrangent plutôt Israël. AN ■

ARABIE SAOUDITE

ISRAËL ET L'ARABIE SAOUDITE SONT PLUS PROCHES QU'ON LE PENSE

Qu'Israël et l'Arabie saoudite étaient en contact l'un avec l'autre, les experts le supposaient depuis longtemps et cela constituait un secret de Polichinelle. Pourtant, lorsqu'on a appris que des rencontres entre des représentants de ces deux pays avaient réellement eu lieu, cette nouvelle a fait sensation.



Arabie saoudite – L'Arabie saoudite est l'un des pays musulmans les plus conservateurs. Ce royaume du désert est une grande puissance au Proche-Orient, principalement par le fait qu'il est un important exportateur de pétrole. De plus, l'Arabie saoudite est l'un des pays qui ont régulièrement et obstinément rejeté le droit d'existence de l'Etat juif. Bien qu'il n'y ait jamais eu de confrontations militaires directes entre Israël et l'Arabie saoudite, ces deux pays sont néanmoins considérés comme des ennemis jurés historiques.

Le monde occidental a changé sa manière de percevoir l'Arabie saoudite depuis la première guerre du Golfe en 1991, lorsque ce pays s'est rallié à une coalition essentiellement occidentale formée pour combattre l'Iraq. Et en 2002, l'Occident a appris que précisément ce pays musulman ultraconservateur proposait une solution inédite – appelée « initiative de paix saoudienne » – en vue de résoudre le conflit israélo-palestinien. Cette proposition consiste en ceci : que, sous le parrainage de l'Arabie saoudite, les pays arabes et musulmans reconnaissent officiellement l'existence de l'Etat d'Israël, pour autant que celui-ci se retire des territoires palestiniens conquis en 1967.

Bien des choses ont changé depuis. Les efforts entrepris par l'Iran pour entrer en possession d'armes nucléaires et ses prétentions à devenir une grande puissance dans la région ont été l'un des facteurs qui ont provoqué ces changements. Le « Printemps arabe » a également amené des chan-

gements géopolitiques, par exemple l'émergence de l'organisation terroriste islamiste radicale « Etat islamique » qui a de très fortes prétentions au pouvoir. Le conflit israélo-palestinien qui perdure contribue également à assombrir la situation politique au Proche-Orient.

Benjamin Netanyahu, depuis son second mandat de Premier ministre d'Israël en 2009, cherche des échappatoires dans les négociations de son pays avec les Palestiniens. Lors de la campagne électorale de 2015, il a déclaré sans ambiguïté ce qu'il pensait de la solution de « deux Etats pour deux peuples ». Dans le cabinet précédent, il avait dû promettre à son partenaire de coalition – le parti « Kadima » présidé par Tzipi Livni – de mener des négociations avec les Palestiniens. On sait que ces dernières n'ont pas abouti. Aucun ministre n'a été chargé de cette question au sein du nouveau gouvernement de coalition formé il y a quelques mois. Netanyahu est cependant conscient qu'il doit entreprendre quelque chose dans ce domaine, afin d'éviter qu'un fort vent contraire ne souffle contre son pays sur la scène internationale. On ne comprend pas bien, au premier abord, pourquoi, à la fin du mois de mai, le Premier ministre israélien a tout à coup reparlé devant la presse de « l'initiative de paix saoudienne » en la qualifiant d'« idée qu'il convient de soutenir d'une manière générale ». Que s'est-il passé ?

Le fait que Netanyahu ait ressorti cette « initiative de paix saoudienne » est indubitablement lié à la question des

aspirations nucléaires de l'Iran, mais pas uniquement. Dans la région et même au-delà, l'Iran s'efforce de tirer les ficelles à plusieurs niveaux, par exemple : 1) en Syrie ; 2) au Liban, par l'intermédiaire de la milice du Hezbollah ; 3) au Yémen, où il soutient les rebelles houthis. L'Iran aspire à devenir une grande puissance régionale. Son programme de recherches nucléaires perfectionné qui fera de lui tôt ou tard une nouvelle puissance nucléaire ne constitue que le couronnement de tout cela : en quelque sorte la cerise sur le gâteau. Cela hérisse non seulement Israël, mais également l'Arabie saoudite.

Les résultats étonnants d'un sondage d'opinion effectué récemment montrent qu'il en est bien ainsi. Le centre interdisciplinaire de Herzliya a réalisé, en collaboration avec l'université américaine du Wisconsin à Milwaukee, un sondage d'opinion téléphonique représentatif en Arabie saoudite – bien sûr sans se faire connaître comme entité israélienne. 53 % des Saoudiens interrogés ont déclaré que l'Iran représente la plus grande menace pour l'Arabie saoudite, 22 % ont déclaré que c'est l'Etat islamique qui représente la plus grande menace pour leur pays et 18 % ont estimé que c'est Israël qui représente la plus grande menace pour leur pays. Une très forte majorité des Saoudiens interrogés (85 %) se sont déclarés favorables à « l'initiative de paix arabe sous la direction de l'Arabie saoudite » et une majorité presque aussi importante trouverait bon que leur pays se dote d'armes nucléaires.



Les résultats de ce sondage d'opinion ont confirmé aux experts de l'Arabie saoudite en Israël qu'il est grand temps d'adopter un autre point de vue concernant cette monarchie du désert. Il convient cependant de préciser qu'il y a souvent un déphasage entre l'opinion publique et la ligne politique suivie par le gouvernement. Et soudain, la nouvelle est tombée que, depuis 17 mois déjà, Israël et l'Arabie saoudite auraient eu ensemble des entretiens secrets.

La chaîne de télévision américaine « Bloomberg » a communiqué que des représentants israéliens et saoudiens de haut rang se seraient rencontrés à cinq reprises depuis le début de l'année 2014. Ces entretiens tenus secrets se seraient déroulés en Inde, en Italie et dans la République tchèque. Peu après, une autre nouvelle a fait sensation : pour la première fois, Anwar Eschki, un général saoudien proche de la maison royale, et Dore Gold, directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, se sont montrés publiquement ensemble à Washington ; ils étaient souriants et se sont aimablement serré la main devant les caméras.

Pour la première fois, les politiciens ont donc exprimé officiellement et clairement ce que des experts ont affirmé depuis longtemps : « Nous avons découvert, » a déclaré Gold en se référant aux discussions menées avec les Saoudiens, « que nous avons des problèmes communs, que nous sommes confrontés à des défis similaires si ce n'est identiques et que, dans certains domaines, nous avons la même réponse. » **AN**

MOSSAD

RÉVÉLATION : LE MOSSAD A REFUSÉ DE COMMETTRE UN ATTENTAT CONTRE KHOMEINY

Le schah de Perse avait demandé aux services secrets israéliens à l'étranger de commettre un attentat contre l'ayatollah Khomeiny. Un collaborateur de haut rang du Mossad déclare maintenant qu'il regrette d'avoir, à l'époque, rejeté cette demande du schah.

Tel-Aviv – Quelques coups de feu tirés avec une arme à feu ont parfois changé le cours de l'histoire et même de l'histoire mondiale. Les coups de feu tirés par Gavrilo Princip le 28 juin 1914 constituent certainement le meilleur exemple à ce sujet. Cet attentat commis à Sarajevo a coûté la vie à Franz Ferdinand, prince héritier d'Autriche. Il s'est avéré que cet attentat a déclenché la Première Guerre mondiale – qui a changé profondément le visage de l'Europe. En Israël, un tel événement bouleversant s'est produit le 4 novembre 1995, lorsqu'Yigal Amir a tiré trois coups de feu contre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, qui peu après a succombé à ses blessures.

Il peut également arriver que des coups de feu non tirés changent l'histoire du monde. On peut sans doute affirmer que tel a été le cas en janvier 1979. Il est question ici des jours où : 1) l'ayatollah Khomeiny est retourné en Perse depuis la France où il s'était exilé ; 2) le schah de Perse a pris la fuite ; 3) la révolution islamique a éclaté en Iran.

On connaît bien ces événements, mais une chose nouvelle, inconnue jusqu'ici de l'opinion publique, a été révélée récemment à ce sujet. Yossi Alper, collaborateur de haut rang du Mossad (les services secrets israéliens à l'étranger), a parlé d'une décision qui a été prise alors – et que beaucoup regrettent aujourd'hui. Il a fait ces révélations au cours d'un exposé donné dans le cadre d'une conférence organisée par l'institut d'études de sécurité nationale à l'université de Tel-Aviv. Alper a sans doute reçu l'autorisation de ses supérieurs de parler enfin publiquement de cette affaire. Il a rapporté que Chapour Bakhtiar, dernier Premier ministre de l'Empire perse à l'époque du schah, avait contacté Israël alors qu'on parlait du probable retour de l'ayatollah Khomeiny en Perse. Bakhtiar avait pris contact avec Eliezer Tsafir, représentant du Mossad dans la capitale perse.

Rappelons le contexte : à l'époque, l'ayatollah Khomeiny vivait à Paris, mais il avait été auparavant arrêté en Iraq. L'Iraq proposa au schah de Perse de ne pas expulser Khomeiny vers la France, mais de le lui livrer directement afin qu'on le pendre. Le schah de Perse, Mohammad Reza Pahlavi, rejeta cette proposition, car il craignait de dresser le peuple contre lui en faisant pendre Khomeiny. Il était cependant conscient qu'il serait mieux pour lui que Khomeiny ne puisse plus proclamer ses discours islamiques radicaux. C'est pourquoi l'idée lui vint de demander à un tiers d'accomplir la tâche de l'éliminer.

À l'époque, les relations entre Israël et la Perse étaient excellentes et étroites à tous les niveaux, au niveau économique en particulier, compte tenu de l'exportation de pétrole perse vers Israël. En contrepartie, Israël, qui brillait dans le domaine « politique de

sécurité », exportait armes et technologies vers la Perse.

Le représentant du Mossad à Téhéran transmitt la demande du schah à ses supérieurs en Israël. Ceux-ci eurent des discussions secrètes et approfondies avec les autres responsables des services de renseignements israéliens et bien sûr également avec les dirigeants politiques du pays. Il fut cependant clair dès le début qu'Israël ne se lancerait pas dans une telle « aventure », car Yitzhak Hofi, alors directeur du Mossad (il a dirigé les services secrets israéliens à l'étranger de 1974 à 1982), exprima tout de suite très clairement son refus. Il voulut néanmoins entendre les points de vue des autres instances décisionnaires en Israël. Alper a expliqué au cours de son exposé que lui-même était présent lors de ces discussions, qu'il avait pu évaluer la situation en détail et que, sur cette base, il s'était également opposé à une telle action. « A l'époque, je me suis prononcé contre cette action, car nous aurions été pressés par le temps et nous manquions d'informations au sujet de cet homme, de son histoire et de son cercle d'influence », a expliqué Alper en faisant allusion à Khomeiny.

En fin de compte, le Mossad n'a tiré aucun coup de feu. Khomeiny se rendit de Paris à Téhéran et l'histoire de la révolution islamique prit son cours en Iran. Personne n'a pressenti que ce pays deviendrait très rapidement – non seulement pour les Etats-Unis, mais également pour Israël – un ennemi durable et agressif. « Aujourd'hui, je dois l'avouer, » a déclaré Alper au cours de son exposé, « je regrette profondément de n'avoir pas soutenu une telle action. » **ML ■**

GAIN D'UN DEMI-MILLION DE DOLLARS AMÉRICAINS EN JOUANT AU POKER

Idan Raviv, un jeune Israélien de 24 ans, a gagné dans un casino de Las Vegas, dans l'Etat américain du Nevada, les Séries mondiales de poker 2015. Ce tournoi a duré trois jours et Raviv est rentré à la maison avec la somme – gagnée en jouant au poker – d'environ un demi-million de dollars américains. C'est la deuxième fois d'affilée qu'un Israélien remporte ce tournoi réservé aux joueurs professionnels. **AN ■**



SPORT POLITIQUE ?

En dernière minute et presque simultanément à l'arrestation en Suisse de 16 fonctionnaires de haut rang de la FIFA soupçonnés de fraude fiscale et de corruption, Jibril Rajoub, président de la Fédération palestinienne de football, a retiré sa demande d'exclusion d'Israël de la FIFA. Comme il ne veut pas renoncer à faire exclure Israël des cercles sportifs, il a annoncé qu'il va maintenant s'engager afin que les sportifs israéliens soient exclus des Jeux olympiques. **AN ■**



PREUVE ARCHÉOLOGIQUE CONCERNANT ISH-BOSHETH

On effectue des fouilles archéologiques depuis de nombreuses années dans la vallée d'Ela, au sud de Bet Shemesh en direction de Qiryat Gat. Les archéologues y ont découvert en 2012 une preuve indiscutable que le royaume de David n'était pas qu'un petit royaume provincial. Ils ont en effet découvert des centaines de débris d'une cruche brisée datant du premier millénaire av. J.-C. Ils l'ont reconstituée et on peut y lire ces mots : « Ish-Bosheth le fils de Saül » – personnage que nous connaissons du livre de 2 Samuel 3,7ss : il fut assassiné et décapité et ses meurtriers apportèrent sa tête au roi David à Hébron. Cette découverte constitue une nouvelle preuve remarquable de la véracité des récits bibliques relatifs au roi David. **AN ■**

PROGRAMME D'ÉTUDES SUR ISRAËL ÉGALEMENT PROPOSÉ AUX CHRÉTIENS

Un nouveau programme d'études a été inauguré en présence de Ron Dermer, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis : il s'agit d'un programme d'études sur Israël qui était jusqu'ici proposé aux Juifs américains et qui est désormais également proposé aux croyants chrétiens. Ce programme – subventionné par différentes organisations – a pour but de faire connaître à de jeunes adultes, lors d'un voyage intensif en Israël, la Terre sainte et la société israélienne moderne sous leurs multiples facettes. **AN■**



LES LECTEURS ISRAËLIENS AIMENT LE LIVRE NUMÉRIQUE

Le peuple du livre continue à lire bien plus que la moyenne des gens. En 2014, 7 628 nouveaux livres imprimés et 489 nouveaux livres numériques ont été publiés en Israël. En ce qui concerne les livres en hébreu, le nombre des livres imprimés a diminué par rapport à l'année précédente, alors que le nombre des livres numériques a augmenté. Avec plus de 500 publications, le thème de la « Torah » occupe une place centrale. En outre, 98 livres en russe et 66 livres en arabe ont été publiés en Israël l'année passée. **AN■**

RAPPROCHEMENT ENTRE LES PEUPLES OU EAU SALÉE TRANSFORMÉE EN EAU DOUCE

Amer Sweity est le premier citoyen jordanien à avoir passé sa thèse de doctorat dans une université israélienne. Sweity a 34 ans et s'occupe, à l'université « Bon Gourion », de membranes polyamides qui permettent de transformer de l'eau salée en eau douce. Ce Jordanien ayant des racines palestiniennes a d'abord choqué sa famille et ses amis par son désir d'étudier en Israël. Désormais, lui et de nombreuses personnes de son entourage voient dans cette transformation d'eau salée en eau douce une opportunité d'œuvrer à un rapprochement entre les peuples grâce à l'eau. **AN■**

ECONOMIE

« SI JE LE POUVAIS, JE CESSERAI DÈS DEMAIN TOUTE AFFAIRE AVEC ISRAËL »

Cette déclaration scandaleuse a été faite par Stéphane Richard, gérant du consortium français de télécommunications « Orange », qui coopère avec une entreprise israélienne. Les événements se sont ensuite précipités.

Paris – L'entreprise « Orange » est le plus grand prestataire de télécommunications en France. Cette entreprise comptant plus de 170 000 collaborateurs a, en 2012, fourni des prestations à 230,7 millions de personnes et réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 43,515 milliards d'euros. Par le passé, « Orange » était une entreprise britannique appartenant à « Hutchinson Group », enregistré à Hongkong. Celle-ci a cependant été reprise par « France Télécom ». L'entreprise « Orange » a signé en 1998 un contrat avec l'entreprise israélienne « Partner Communications Ltd. », contrôlée majoritairement par l'homme d'affaires

israélo-américain Haïm Saban. Il s'agit d'une sorte de contrat de location du logo de l'entreprise française, qui permet au partenaire israélien de reprendre ses prescriptions pour les relations avec les clients ainsi que le comportement commercial du consortium. Ce contrat liant « Orange » et « Partner Communications Ltd. » est valable jusqu'en 2025. Le gouvernement français y est également impliqué, car il possède un quart des actions de ce partenariat.

C'est une phrase prononcée – lors d'une conférence de presse tenue au Caire – par Stéphane Richard, gérant de l'entreprise « Orange », et interprétée en Israël comme une déclaration officielle de boy-

cott, qui a fait scandale : « Si je le pouvais, je cesserais dès demain toute affaire avec Israël. » On ne peut être plus clair. Afin de ne pas laisser planer le moindre doute à ce sujet, Richard a ajouté, lors de cette conférence de presse tenue dans la capitale égyptienne, que « la politique de colonisation israélienne et la manière dont Israël traite les Palestiniens m'ont poussé à m'exprimer ainsi ». Il a cependant souligné que, bien qu'il souhaite faire un tel pas, il faudra, le cas échéant, tenir compte de ses implications financières. Un tel pas correspondrait en effet à une rupture de contrat et impliquerait le paiement d'un montant de dédommagement exorbitant. Il a expli-



SOCIÉTÉ

L'EUROPE ET SES JUIFS : HAÏS ET AIMÉS

Deux travaux de recherches distincts sont parvenus récemment à de nouvelles conclusions contradictoires au sujet de l'enracinement de l'antisémitisme en Europe et de la manière dont on y traite les Juifs.

qué qu'il serait néanmoins bon d'y réfléchir compte tenu des relations commerciales que l'entreprise « Orange » a avec l'espace économique arabe.

La déclaration de Richard a été une grosse bourde. Quelques heures après, les médias israéliens ne parlaient plus que de ce sujet. Cela n'a pas changé après que Richard, gérant de l'entreprise « Orange », eut fait machine arrière 24 heures plus tard, en donnant cette explication habituelle : « On a sorti mes paroles de leur contexte et on les a mal interprétées. » Il s'est efforcé de les corriger en ajoutant : « Je suis effrayé d'avoir donné l'impression que l'entreprise "Orange" veuille se retirer du marché israélien pour des motifs politiques. » Il a en outre déclaré au quotidien israélien « *Yediot Aharonot* » : « Je suis un ami d'Israël, j'aime Israël », tout en présentant officiellement des excuses personnelles pour sa déclaration.

Bien que, durant les heures qui ont suivi sa déclaration, on ait clairement compris que Richard l'avait faite de son propre chef, il s'est avéré qu'il n'est pas le seul à avoir une attitude négative à l'égard d'Israël. Des correspondants israéliens séjournant en France ont confirmé que l'entreprise « Orange » s'était fait remarquer à plusieurs reprises par ses « activités anti-israéliennes ». Lors de la conférence de presse tenue au Caire, Richard a fait ses déclarations en ayant en vue le marché arabe mais, dans ce contexte, il a clairement souligné qu'une coupure du cordon ombilical avec Israël aurait des conséquences économiques – sous la forme d'une amende pénale – auxquelles il fallait réfléchir sérieusement. En présentant ses excuses, Richard a déclaré n'avoir pas eu la moindre connaissance d'un mouvement de boycott international contre Israël ni de l'organisation BDS. Dans le même souffle, il a cependant déclaré – paradoxalement – que son entreprise reçoit régulièrement des courriels dans lesquels les expéditeurs l'exhortent à cesser toute relation commerciale avec Israël.

Nombreux sont ceux qui ont pris la parole à ce sujet en Israël, et parmi eux Haïm Romano, directeur de l'entreprise

« Partner Communication Ltd. », qui arrive au terme de son mandat. Il a déclaré que ni Richard ni d'autres responsables de l'entreprise partenaire française n'avaient jamais abordé ce thème avec lui. « Les Français n'ont aucun droit de regard chez nous », a-t-il affirmé en indiquant que son entreprise ne faisait qu'utiliser le logo « Orange ». Son entreprise étant l'un des plus grands prestataires israéliens de télécommunications avec 3 millions de clients, Romano a encore ajouté que les déclarations de Richard sont blâmables et très préjudiciables à celle-ci : « Mon entreprise paie à "Orange" des centaines de millions par année. Ils peuvent nous restituer les droits de licence que nous leur payons depuis des années pour le logo ! Qu'ils résilient leurs relations commerciales avec nous ! »

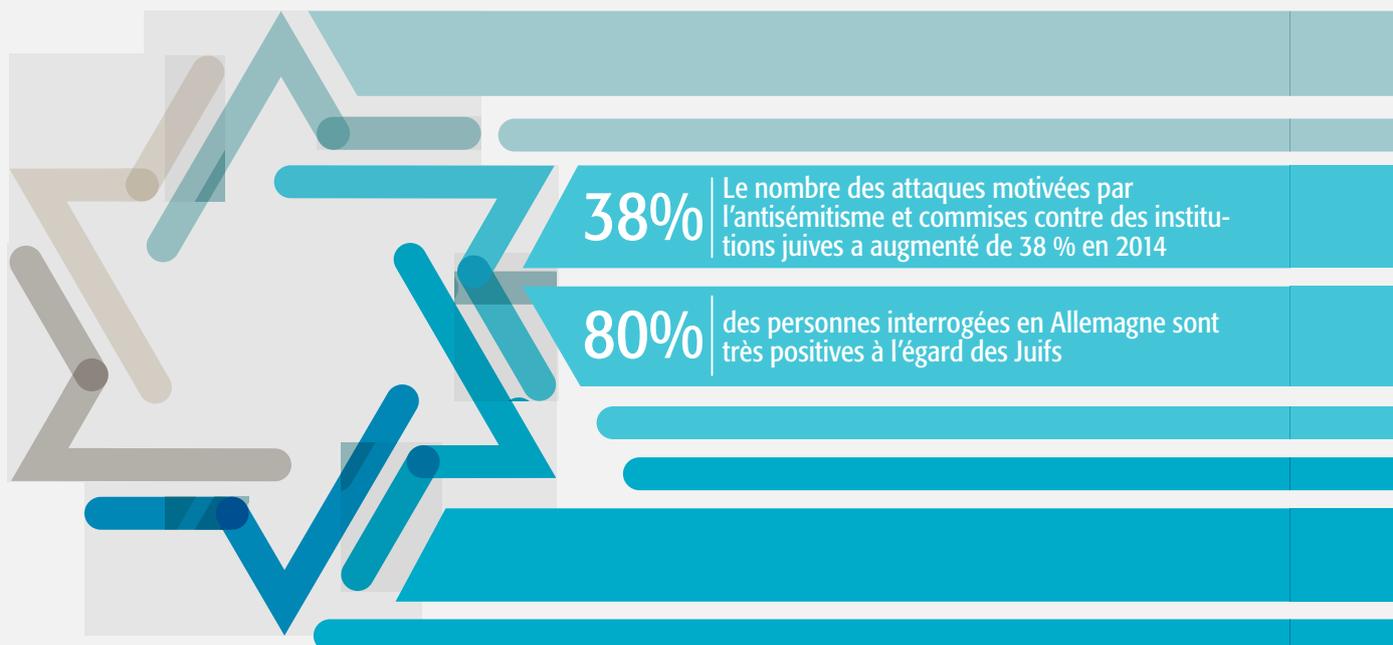
Le ministère israélien des Affaires étrangères a fait une déclaration publique sévère à ce sujet, le Premier ministre Netanyahu et le président Rivlin ont également donné leurs commentaires. Saban, actionnaire majoritaire de l'entreprise « Partner Communications Ltd. », a fait pour sa part un commentaire bref et simple : « Je suis fier d'avoir le contrôle de "Partner Communications Ltd.", une entreprise israélienne qui n'a fait que louer le logo "Orange". Les menaces ne m'effraient pas. »

Le gouvernement français, impliqué en tant qu'actionnaire, s'est également manifesté. Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré au quotidien israélien anglophone « *Jerusalem Post* » que son gouvernement rejette « catégoriquement » tout boycott contre Israël, bien qu'il incombe évidemment à l'entreprise « Orange » de déterminer sa stratégie commerciale selon ses propres réflexions. Lorsque, quelques jours après que ce scandale eut éclaté, l'ex-président français Nicolas Sarkozy a effectué une visite en Israël afin d'y rencontrer des politiciens et de participer à la conférence annuelle organisée à Herzliya, il a martelé avec insistance : « Le boycott contre Israël est inacceptable. Il n'est pas convenable que la France adopte cette manière de réagir. » AN■



Les faits sont clairs et cependant troublants – car ils se contredisent. Un institut de recherches judéo-européen a constaté que l'antisémitisme a massivement augmenté en Europe et que la situation des Juifs européens s'est encore aggravée au cours des deux dernières années. L'augmentation des incidents violents est particulièrement inquiétante. Un autre institut de recherches a cependant constaté qu'une sympathie croissante est manifestée en Europe à l'égard des Juifs qui y vivent. Au premier abord, ces deux constatations semblent contradictoires et l'on pourrait penser que ces deux instituts de recherches se trouvent sur des planètes différentes plutôt qu'en Europe. En regardant les faits de plus près, on réalise cependant que les deux constatations sont correctes, qu'elles concernent toutes deux l'Europe et qu'elles se rapportent en quelque sorte à deux mondes parallèles sur le continent européen. L'un de ces deux mondes est marqué par le christianisme et l'autre par l'islam. Les Juifs constituent une sorte de pont entre les deux.

Les faits négatifs sont bien



connus : dans le centre de recherches sur le judaïsme européen contemporain de l'université de Tel-Aviv, l'étude d'un très grand nombre de faits a conduit à la conclusion que 2014 a été une année où les incidents antisémites ont massivement augmenté. A la fin de l'année 2014, on a établi un bilan et constaté une augmentation de 38 % des attaques commises contre des institutions juives pour des motifs antisémites. En ce qui concerne les agressions physiques contre des Juifs, on a constaté une augmentation de 50 % en 2014 par rapport à l'année précédente. Les données déjà enregistrées durant l'année 2015 laissent entrevoir une nouvelle croissance dramatique du nombre d'attaques et d'agressions.

Les faits positifs sont les suivants : un sondage d'opinion réalisé en mai et en juin 2015 – dans le cadre duquel on a interrogé 6 000 personnes en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Italie et en Pologne – a montré que les Européens sont de mieux en mieux disposés à l'égard du peuple juif. En raison du grand pool de personnes interrogées, cette étude est très représentative. Ce sondage d'opinion réalisé par l'institut PWE a révélé qu'en France, 92 % des personnes inter-

rogées sont très positives à l'égard des Juifs (elles étaient 89 % à penser ainsi en 2014 et 72 % en 1991) ; en Grande-Bretagne, 86 % des personnes interrogées sont très positives à l'égard des Juifs ; en Allemagne : 80 % (elles étaient 53 % en 1991) ; en Espagne : 75 % ; en Italie : 71 % ; en Pologne : 59 %. Ces proportions sont très élevées et révèlent une sympathie durable à l'égard du peuple juif.

Comme mentionné, il n'y a fondamentalement pas de contradiction entre ces deux travaux de recherches. Que le nombre des actes de violence antisémites ait augmenté ne signifie pas forcément qu'il y ait davantage d'antisémites, mais peut en partie s'expliquer par une intensification des activités de la part des antisémites. Il est cependant clair que le groupe des antisémites a trouvé de nouveaux partisans cherchant volontiers la bagarre. Il s'agit généralement de musulmans radicaux qui sont venus s'établir en Europe. C'est ce que confirme une étude comparative réalisée à l'institut d'études de l'antisémitisme global (Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy), situé à New York.

Cette étude comparative a été réalisée sous la direction de l'Allemand Günther Jikeli avec la collaboration de

chercheurs de l'université allemande de Postdam. Ils ont analysé en détail d'innombrables autres études et ont pu montrer qu'il y a un fossé profond entre les Européens musulmans et les Européens non-musulmans (chrétiens, bouddhistes, athées...) quant à leur position à l'égard du peuple juif. Nous ne mentionnerons qu'un seul exemple : on a déclaré à des Autrichiens non-musulmans et à des Autrichiens musulmans qu'il est impossible de se fier aux Juifs. Le premier groupe a majoritairement rejeté cette affirmation en déclarant qu'elle est manifestement « fausse », c'est-à-dire que seulement 10,7 % des Autrichiens non-musulmans ont accepté ce préjugé. 64,1 % des Autrichiens musulmans sont par contre convaincus qu'on ne peut pas se fier aux Juifs. Il résulte donc de cette étude que « les musulmans européens sont entre autres les principaux responsables de l'augmentation du nombre des attaques antisémites en Europe ».

Que faire de ces nouvelles connaissances ? C'est là l'un des plus sérieux défis auquel sera confronté l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair, qui vient d'être élu président de la commission européenne de la tolérance et du rapprochement. **ZI ■**

AIDE IMMÉDIATE
POUR ISRAËL

REMERCIEMENTS DE L'HÔPITAL « ASSAF HAROFEH »

Chers amis de l'association « Beth-Shalom »



C'est en partie grâce à l'aide financière que vous, chers amis de l'association « Beth-Shalom », nous avez apportée par le passé et continuez de nous apporter que notre hôpital a pu être équipé de certains équipements ultra-modernes. Sans votre aide providentielle, il ne nous serait pas possible de soigner des personnes malades ou blessées et de diminuer leurs souffrances comme nous pouvons le faire actuellement. Nous, médecins, infirmières et tout le personnel de l'hôpital « Assaf Harofeh », nous vous exprimons notre profonde reconnaissance de tout ce que vous faites en faveur de notre hôpital. Que Dieu vous bénisse et vous protège tous. Votre aide est particulièrement importante à l'heure actuelle où l'antisémitisme ne cesse de croître. Merci de continuer de penser à nous et de soutenir notre travail.

Un article important a paru dans la revue spécialisée « *Journal of trauma and acute care surgery* », l'une des principales revues spécialisées consacrées à la médecine traumatique : il décrit comment Israël et les Forces de défense d'Israël (IDF) aident les blessés syriens et leur apportent des soins médicaux. La médecine traumatique constitue une partie importante de notre travail à l'hôpital « Assaf Harofeh ». Afin de vous donner un aperçu de ce que fait Israël, je vous livre ci-dessous un résumé de l'article mentionné, dont les auteurs sont : Avi Benov, Elon Glassberg, Roy Nadler, Sami Gendler, Tomer Erlich, Tarif Bader,

Todd E. Rasmussen et Yitzhak Kreiss. Ceux-ci ont entre autres écrit :

Depuis le mois de février 2013, des victimes des combats en Syrie, dont certaines très grièvement blessées, sont arrivées ou ont été transportées à la frontière israélienne et ont demandé une aide médicale à Israël. Des membres des IDF les ont accueillies et soignées. Depuis lors, hommes, femmes et enfants qui arrivent à la frontière israélienne sont soignés par des médecins et du personnel sanitaire des IDF. Des bataillons de service d'aide des unités médicales des IDF ont été envoyés à la frontière avec la Syrie. Un tel bataillon comprend deux équipes médicales constituées chacune d'un médecin ou d'un soldat du service de santé et de trois soldats sanitaires armés. Ces équipes, transportées dans des ambulances blindées, apportent des soins à quiconque, en situation de détresse, vient demander de l'aide à la frontière israélienne.

Ces équipes disposent de techniques très modernes et sont en mesure d'administrer du plasma séché reconstitué.

Du fait qu'un très grand nombre de blessés syriens sont arrivés à la frontière, le nombre des bataillons de service d'aide a été augmenté. Les blessés sont soignés selon les normes israéliennes. Apporter des soins aux blessés syriens constitue un rude défi. Après avoir été stabilisés, les blessés sont transférés, selon la nécessité, dans des hôpitaux militaires de campagne ou même dans des hôpitaux civils en Israël pour y recevoir des soins intensifs.

Le but premier de ce rapport est de souligner l'aide remarquable apportée par les IDF aux blessés syriens. Un deuxième but est de définir des stratégies d'aide et de

soins aux blessés qui pourront être réutilisées à l'avenir.

De février à août 2013, 258 Syriens se sont présentés à la frontière israélienne. 60 d'entre eux ont été renvoyés en Syrie : 15 après avoir reçu des soins ambulatoires, 39 parce qu'ils souffraient de maladies chroniques et 6 parce qu'ils sont décédés à leur arrivée.

La majorité des blessés (198) ont été auscultés, ont reçu des premiers soins puis ont été transférés soit dans un hôpital militaire de campagne, soit dans un hôpital civil en Israël pour y être soignés ou opérés.

La plupart des blessures ont été provoquées par des armes à feu ou par des coups de couteau. 18 blessés ont subi une intubation et ont été branchés à un appareil de respiration artificielle. L'aide apportée par Israël aux blessés syriens à la frontière du pays est tout à fait remarquable et exemplaire.

Israël continue d'apporter une aide médicale aux victimes de la guerre civile en Syrie, tout en espérant que la situation s'améliorera pour elles. Quant à nous, notre responsabilité actuelle est : 1) d'aider à sauver des vies humaines et 2) d'améliorer la qualité des soins post-traumatiques que nous apportons aux blessés.

Dr Eli Klinowski

Commentaire : *Ceux d'entre vous qui ont à cœur de soutenir l'hôpital « Assaf Harofeh » peuvent le faire à l'aide du bulletin de versement ci-joint, en mentionnant : pour « Assaf Harofeh ». Chaque euro et chaque franc reçus seront reversés intégralement à l'hôpital « Assaf Harofeh » en Israël. Nous vous remercions vivement de continuer à nous aider à aider Israël ! Quelle bénédiction de pouvoir aider Israël !*

CM ■

LES 7 PROMESSES DE DIEU POUR ISRAËL

Quatrième partie : l'adoption

➔ **Osée 2,1 :**

« Les Israélites seront pareils, de par leur nombre, au sable de la mer : on ne peut pas le mesurer ni le compter »

de Burkhard Vetsch (1920–2008)

La première promesse de Dieu pour Israël est l'adoption (Rm 9,4) : une relation d'alliance particulière entre Dieu et Israël. Le peuple d'Israël, que les Égyptiens ont réduit en esclavage, placé sous le joug, exploité et humilié, a été élevé par Dieu au rang privilégié de fils premier-né ! C'est là un événement unique dans toute l'histoire mondiale.

Les textes bibliques suivants parlent de l'adoption du peuple d'Israël : « Je suis passé près de toi, et je t'ai aperçue en train de te débattre dans ton sang. Alors je t'ai dit : "Vis dans ton sang !" Je t'ai dit : "Vis dans ton sang !" » (Ez 16,6). – « Tu (Moïse) annonceras au pharaon : "Voici ce que dit l'Éternel : Israël est mon fils aîné. Je t'ordonne de laisser partir mon fils pour qu'il me serve. Si tu refuses de le laisser partir, je ferai mourir ton fils aîné" » (Ex 4,22-23). – « Quand Israël était jeune, je l'aimais, et j'ai appelé mon fils à sortir d'Égypte » (Os 11,1 ; voir en Matthieu 2,14-15 la référence à ces mêmes versets concernant Jésus-Christ, le plus grand fils d'Israël). Dieu a encore

promis au peuple d'Israël : « Cependant, les Israélites seront pareils, de par leur nombre, au sable de la mer : on ne peut pas le mesurer ni le compter » (Os 2,1). – « Ils reviennent en pleurant, mais je les conduis au milieu de leurs supplications. Je les conduis vers des torrents d'eau par un chemin tout droit où ils ne trébucheront pas. En effet, je suis un père pour Israël et Ephraïm est mon premier-né » (Jr 31,9). – « Vous êtes les enfants de l'Éternel, votre Dieu... En effet, tu es un peuple saint pour l'Éternel, ton Dieu, et l'Éternel, ton Dieu, t'a choisi pour que tu sois un peuple qui lui appartienne parmi tous les peuples qui sont à la surface de la terre » (Dt 14,1-2). Le privilège exceptionnel du peuple d'Israël était d'appartenir en propre – à l'exclusion de tout autre – à Dieu. Tel était le choix souverain de Dieu !

Dieu a promis à Abraham – demeuré sans enfant jusqu'à un âge avancé – qu'il aurait de nombreux descendants (Gn 15,5). Le fils (et sa descendance) promis par Dieu à Abraham, ce n'était pas Ismaël, son premier-né, qu'il a conçu avec Agar, la servante égyptienne de

sa femme Sara, mais Isaac, son second fils, qu'il a conçu avec Sara : « ...ceux qui descendent d'Abraham ne sont pas tous ses enfants. Car Dieu a dit à Abraham : "C'est la postérité d'Isaac qui sera appelée ta descendance." Cela veut dire que tous les enfants de la descendance naturelle d'Abraham ne sont pas enfants de Dieu. Seuls les enfants nés selon la promesse sont considérés comme sa descendance » (Rm 9,7-8 – SEM). Cela signifie : les enfants de Dieu – la véritable descendance d'Abraham – ne sont pas forcément des descendants naturels (ou biologiques) d'Abraham, mais sont des enfants nés selon la promesse. Tous les descendants d'Abraham n'appartiennent donc pas au peuple spirituel de Dieu, seuls les enfants spirituels – nés selon la promesse – en font partie. C'est ce que l'apôtre Paul a souligné très clairement dans Romains 9,7 : « ...bien qu'étant de la descendance d'Abraham, ils ne sont pas tous ses enfants. Au contraire, il est dit : "C'est par Isaac qu'une descendance te sera assurée." »

En dépit de l'appel reçu de Dieu, le peuple d'Israël s'est montré infidèle. Cependant,

malgré l'infidélité d'Israël, Dieu demeure compatissant et fidèle. Il ne veut pas éradiquer son peuple, mais le rappeler à l'ordre et le rediriger sur le droit chemin : « L'Eternel dit à Moïse : "Rapporte le bâton d'Aaron devant le témoignage (le coffre de l'arche de l'alliance), pour qu'il y soit conservé comme un signe pour ces rebelles. Ainsi tu feras cesser leurs murmures devant moi et ils ne mourront pas" » (Nb 17,25). – « Au lieu de leur dire : "Vous n'êtes pas mon peuple", on leur dira : "Fils du Dieu vivant !" » (Os 2,1). C'est ce que Dieu a promis à son peuple Israël – sans toutefois en rien minimiser son péché : « Malheur à la nation pécheresse, au peuple chargé de fautes, à la lignée des méchants, aux enfants corrompus ! Ils ont abandonné l'Eternel, ils ont méprisé le Saint d'Israël. Ils ont fait volte-face » (Es 1,4). – « Malheur aux enfants rebelles qui forment des projets en me tenant à l'écart, déclare, l'Eternel, et qui concluent des alliances sans se laisser inspirer par moi, accumulant ainsi péché sur péché ! » (Es 30,1).

A son époque, le prophète Esaïe faisait partie du petit nombre des Israélites demeurés fidèles à Dieu et il a adressé à ces concitoyens – ainsi qu'à lui-même – ces paroles d'encouragement : « Je rappellerai les bontés de l'Eternel, ses actes dignes de louange, tout ce qu'il a fait pour nous. Je dirai tous les bienfaits qu'il a accordés à la communauté d'Israël, conformément à ses compassions et à la richesse de ses bontés. Il avait dit : "Assurément, ils sont mon peuple, des enfants qui ne s'adonneront pas au mensonge", et il a été un sauveur pour eux » (Es 63,7-8). – « Ouvrez les portes et laissez entrer la nation juste, celle qui reste fidèle ! A celui qui est ferme dans ses intentions tu assures une paix profonde parce qu'il se confie en toi. Placez votre confiance en l'Eternel pour toujours, car l'Eternel, oui, l'Eternel est le rocher perpétuel » (Es 26,2-4).

Il faut ainsi rappeler à ceux qui déobéissent à Dieu et/ou qui se détournent de lui que Dieu est un puissant sauveur et il faut s'efforcer de les ramener à lui. C'est là une tâche de relation d'aide primordiale !

Sous l'ancienne alliance, l'adoption avait pour fondements l'élection (le privilège d'avoir été choisi par Dieu) et l'obéissance à la Loi : « C'est l'Eternel votre Dieu que vous suivrez et c'est lui que vous craindrez. Ce sont ses commandements que vous respecterez, c'est à lui que vous obéirez, c'est lui que vous servirez

et c'est à lui que vous vous attacherez » (Dt 13,5). – « Si tu obéis à l'Eternel, ton Dieu, en respectant et en mettant en pratique tous ses commandements que je te prescris aujourd'hui, l'Eternel, ton Dieu, te donnera la supériorité sur toutes les nations de la terre... En revanche, si tu n'obéis pas à l'Eternel, ton Dieu, en respectant et en mettant en pratique tous ses commandements et toutes ses prescriptions que je te donne aujourd'hui, voici toutes les malédictions qui t'atteindront et seront ton lot... » (Dt 28,1.15).

Dans le Nouveau Testament, l'adoption nécessite, et cela vaut pour tout être humain, la foi – la confiance placée – en Jésus-Christ : « Mais à tous ceux qui l'ont accepté (Jésus), à ceux qui croient en son nom, il a donné le droit de devenir enfants de Dieu » (Jn 1,12). – « Et vous n'avez pas reçu un esprit d'esclavage pour être encore dans la crainte, mais vous avez reçu un Esprit d'adoption, par lequel nous crions : "Abba ! Père !" » (Rm 8,15). – « ...de sorte que le Christ habite dans votre cœur par la foi... » (Ep 3,17). Ce cadeau de l'adoption nous incite à être reconnaissants et, en exprimant notre reconnaissance, nous sommes amenés à l'obéissance de la foi : « Quant à vous, votre obéissance est connue de tous. Je me réjouis donc à votre sujet et je désire que vous soyez sages en ce qui concerne le bien et sans compromis en ce qui concerne le mal » (Rm 6,19).

Là où la foi – la confiance placée – en Jésus-Christ et l'obéissance à Dieu font défaut, Dieu déclare : « Malheur aux enfants rebelles qui forment des projets en me tenant à l'écart, déclare l'Eternel, et qui concluent des alliances sans se laisser inspirer par moi, accumulant ainsi péché sur péché ! » (Es 30,1).

Cet avertissement : « Malheur aux enfants rebelles... » est toujours valable à l'heure actuelle et doit interpeller tous ceux qui marchent sur de mauvais chemins et déplaisent ainsi à Dieu. Le texte biblique suivant nous rappelle que Dieu ne manque pas de nous corriger sur nos chemins de vie : « Supportez la correction : c'est comme des fils que Dieu vous traite. Quel est le fils qu'un père ne corrige pas ? Mais si vous êtes dispensés de la correction à laquelle tous ont part, c'est donc que vous êtes des enfants illégitimes et non des fils » (Hé 12,7-8). Laissons-nous donc avertir et ramener sur le droit chemin, afin que notre vie et notre manière de vivre soient vraiment à la gloire de Dieu ! ■

SUISSE:

www.appeldeminuit.ch

Appel de Minuit, **rayon Beth-Shalom**
Ringwiesenstrasse 12a
CH 8600 Dübendorf (Suisse)
Tél.: +41 (0)44 952 14 12 (de 8 à 12h)
Fax: +41 (0)44 952 14 11
E-Mail: adm@mnr.ch

JOURNAUX:

Appel de Minuit, division «Nouvelles d'Israël»
Ringwiesenstrasse 12a
CH 8600 Dübendorf (Suisse)
Tél.: +41 (0)44 952 14 12 (de 8 à 12h)
Fax: +41 (0)44 952 14 11
E-mail: adm@mnr.ch

Les «Nouvelles d'Israël» sont également publiées en allemand, anglais, espagnol, hollandais, hongrois, portugais et roumain. Elles paraissent chaque mois.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL:

Suisse, Allemagne et Autriche : gratuit, autres pays d'Europe et pays de la Méditerranée EUR 18.-, tous les autres pays EUR 24.-. Les abonnements portent sur un an (en commençant au mois de janvier) et seront automatiquement prolongés d'une année, s'ils ne sont pas annulés un mois avant la fin de l'exercice.

Correspondance:

Appel de Minuit, Ringwiesenstrasse 12a, CH-8600 Dübendorf; Tél. 0041 44 952 14 12

PAIEMENTS:

Suisse: Postfinance (CHF), BIC: POFICHBEXXX
IBAN: CH52 0900 0000 8001 1535 0,
ou:

Zürcher Kantonalbank (CHF), BIC: ZKBKCHZ80A
IBAN: CH59 0070 0115 2007 7269 5

France: La Banque Postale, BIC: PSSTFRPPSTR
IBAN: FR48 2004 1010 1503 2994 3U03 627
ou par chèque (postal/bancaire) à notre adresse en Suisse.

Allemagne: Sparkasse Hochrhein, Waldshut
BIC: SKHRDE6WXXX
IBAN: DE36 6845 2290 0006 6006 70

Belgique: Sparkasse Hochrhein, Waldshut
BIC: SKHRDE6WXXX
Missionswerk Mitternachtsruf
IBAN: DE36 6845 2290 0006 6006 70

Canada: Règlement par carte de crédit (carte bancaire) via Internet: www.appeldeminuit.ch
Versement sur notre compte bancaire en Suisse (voir coordonnées bancaires pour la Suisse, ci-haut).

Tous les autres pays: Règlement par carte de crédit (carte bancaire) via Internet: www.appeldeminuit.ch
Versement sur notre compte bancaire en Suisse (voir coordonnées bancaires pour la Suisse, ci-haut)

VOYAGES EN ISRAËL

Appel de Minuit, Voyages Beth-Shalom
Ringwiesenstrasse 12a, CH 8600 Dübendorf,
Tél.: +41 (0)44 952 14 18, Fax: +41 (0)44 952 14 19
E-mail: reisen@mnr.ch

BETH-SHALOM HOTEL, ISRAEL

Beth-Shalom, P.O. 6208
Hanassi Avenue 110, Haïfa-Carmel 31060 Israel
Tél.: +972 4 837 34 80, Fax: +972 4 837 24 43
E-mail: beth-shalom@mnr.ch

WWW.BETH-SHALOM.CO.IL

Se souvenir que toute connaissance humaine n'est que partielle et imparfaite (1 Cor. 13, 9), les auteurs exposent, chacun sous sa propre responsabilité, leur point de vue.

Page de couverture: NDI

Nous déclinons toute responsabilité quant au contenu des sites Internet étrangers auxquels nous renvoyons. Nous déclarons formellement par la présente qu'au moment de l'établissement du lien, les pages reliées ne contenaient rien d'illégal. Nous n'avons aucune influence sur la présentation actuelle et future, les contenus ou les droits de propriété intellectuelle des pages reliées par liens. Seul l'auteur de la page avec laquelle un lien a été établi est responsable des contenus illégaux, incorrects et incomplets et, en particulier, des dommages causés par ce type d'informations proposées, et non celui qui établit uniquement un lien avec la publication en question.

INITIALES DES RÉDACTEURS DU PRÉSENT NUMÉRO

ML = Mori Lidar; ZL = Zwi Lidar; AN = Antje Naujoks



**ACTUELLEMENT ÉGALEMENT DISPONIBLE
EN FRANÇAIS!**
LE TOUT NOUVEAU LIVRE
DE ARNO FROESE

NOUVEAU!

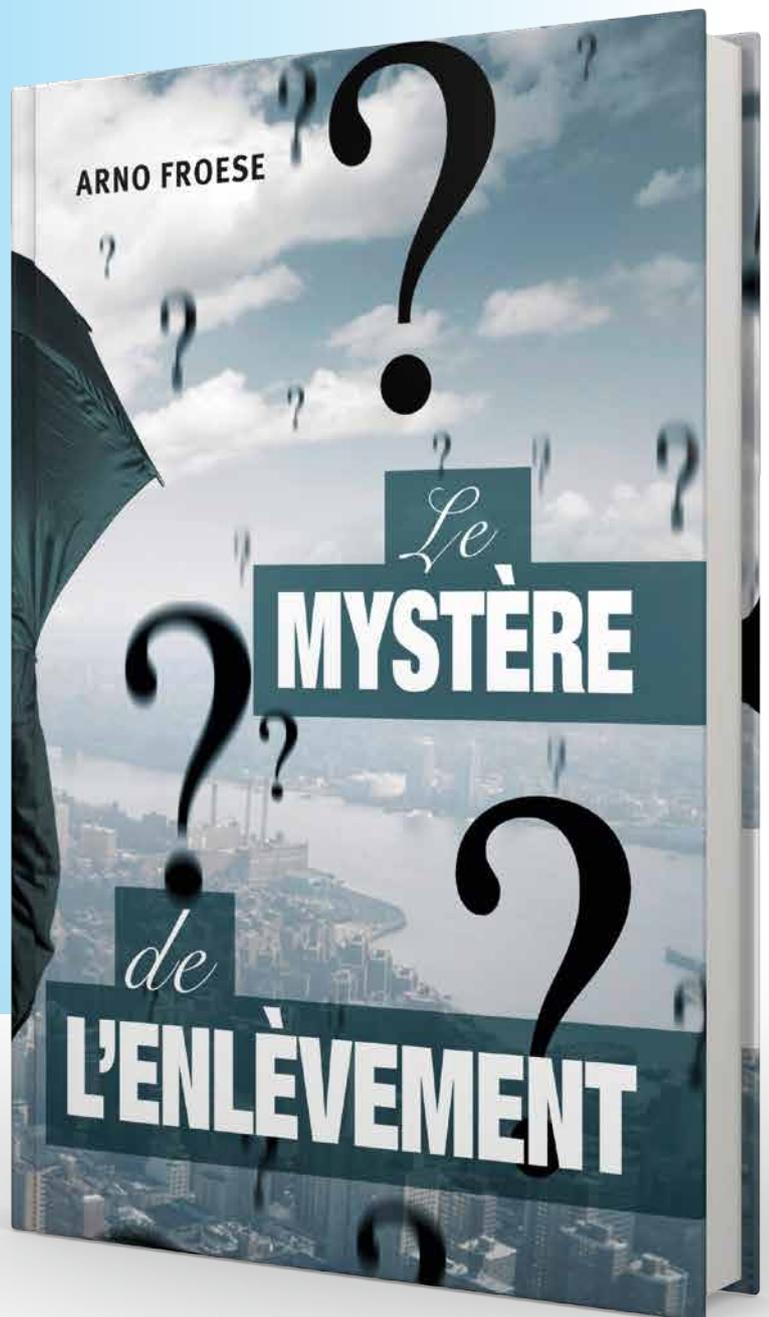
ARNO FROESE

Le mystère de l'enlèvement

Ce livre aborde de manière détaillée un événement que l'Eglise n'a pas encore vécu : l'enlèvement. Arno Froese examine avec soin les textes bibliques concernant ce sujet et nous montre pourquoi il est important pour nous aujourd'hui d'y réfléchir.

C'est l'enseignement incontournable du retour de Jésus-Christ qui nous incite à en savoir plus sur *le mystère de l'enlèvement*.

**Relié, 294 pages,
N° de commande 190014
CHF 18.00, EUR 13.00**



Commandez ici:
adm@mnr.ch



disponible à partir du
1^{er} septembre 2015

Le calendrier d'Israël 2016

Le nouveau calendrier d'Israël vient de sortir ! Sensiblement plus grand, d'une qualité encore supérieure, sa conception renouvelée met en avant la beauté et la diversité d'Israël. Vous ne vous lasserez pas des spectaculaires vues panoramiques de la Terre Sainte (vues aériennes!), accompagnées d'une brève citation appropriée de l'Écriture Sainte. Un beau cadeau qui fera plaisir tout au long de l'année. A offrir ou à vous offrir.

Veillez prendre note des frais d'envoi élevés: 1 exemplaire à destination de la France/Belgique EUR 21.50; pour chaque calendrier supplémentaire + EUR 2.50. Demandez-nous les conditions pour l'envoi vers d'autres pays.

Grand format : largeur 60cm, hauteur 47cm

N° de commande 341116, CHF 29.00, EUR 24.00

